

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 983

12 mai 2011

SOMMAIRE

| | | | |
|---|--------------|--|--------------|
| ACHM International Management Company S.à r.l. | 47153 | Kepler S.A. | 47152 |
| Aon Services Luxembourg & Co S.C.A. .. | 47139 | King's Cross Asset Funding 10 | 47152 |
| Aon Services Luxembourg S.à r.l. | 47139 | King's Cross Asset Funding 42 | 47170 |
| Atemi Luxco S.à r.l. | 47140 | King's Cross Asset Funding LLE | 47150 |
| Atom Lux Invest S.A. | 47170 | L1 SL (Lux) 1 S.à r.l. | 47180 |
| Baycinco Machinery S.à r.l. | 47140 | M.E. Consult S.à r.l. | 47183 |
| Brascolux S.à r.l. | 47140 | Moselle Parc S.à r.l. | 47182 |
| Calatayud S.A. | 47143 | MXM-IPC S.à r.l. | 47181 |
| Conderton Group Holdings S.à r.l., SPF | 47143 | NH Finance S.A. | 47181 |
| Crèche Les Petits Anges S.à r.l. | 47143 | OptiCapital Holding S.à r.l. | 47140 |
| Danske Fund Management Company S.A. | 47181 | Palais des Roses International S.A. | 47138 |
| Danske Invest Management Company .. | 47181 | Pamina S.A. | 47182 |
| Finamore S.A. | 47144 | PAO Management Company S.A. | 47181 |
| Frankfurter Volksbank International SA | 47146 | Pharos S.A. | 47182 |
| Genesis Group S.à r.l. | 47147 | Rembrandt III S.à r.l. | 47184 |
| GrandOptical Luxembourg - G.O. Lux S.A. | 47147 | Rembrandt I S.à r.l. | 47182 |
| Igloo Immobilier s.à r.l. | 47169 | Rembrandt V S.à r.l. | 47184 |
| Impri+, s.à r.l. | 47169 | Square Deal S.A. | 47149 |
| Kane Meijin S.à r.l. | 47169 | Symprofile Business S.A. | 47138 |
| Kaytwo S.à r.l. | 47150 | Tegola International S.A. | 47144 |
| | | Unicity I Newcastle S.à r.l. | 47147 |
| | | Unicity I S.à r.l. | 47147 |
| | | Watticht S.A. | 47150 |

Symprofile Business S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 109.014.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011043950/10.

(110049945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Palais des Roses International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 78.702.

L'an deux mille onze,

Le dix février,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "PALAIS DES ROSES INTERNATIONAL S.A.", avec siège social à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 31 octobre 2000, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 354 du 15 mai 2001, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 1^{er} février 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 822 du 28 septembre 2001, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 1^{er} février 2001, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 822 du 28 septembre 2001, modifiée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire, en date du 5 mars 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1054 du 10 juillet 2002, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 78.702, au capital social de cinq millions mille euros (EUR 5.001.000,00), représenté par cinquante mille dix (50.010) actions de cent euros (EUR 100,00) chacune.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Siyuan Isabelle HAO, employée privée, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Laurence TRAN, employée privée, demeurant à Rollingen/Mersch.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Alain LORANG, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont renseignés sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

1. Décision de prononcer la dissolution de la société.
2. Décision de procéder à la liquidation de la société.
3. Nomination d'un ou de plusieurs liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
4. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leurs mandats jusqu'au jour de la mise en liquidation de la société.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale décide la dissolution de la société anonyme "PALAIS DES ROSES INTERNATIONAL S.A."

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide la mise en liquidation de la société anonyme "PALAIS DES ROSES INTERNATIONAL S.A."

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de nommer liquidateur, Monsieur Sébastien FEVE, expert comptable, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 8, boulevard de la Foire.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire en fonction, pour l'exercice de leurs mandats allant jusqu'à la date de la présente assemblée générale extraordinaire.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: S. I. Hao, L. Tran, A. Lorang, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 16 février 2011. Relation: LAC / 2011 / 7750. Reçu douze euros 12,00€

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme

Luxembourg, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011025663/70.

(110030829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

Aon Services Luxembourg & Co S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 146.352.

Extrait du procès-verbal du Conseil de gérance tenu à Luxembourg le 23 mars 2011

Le Conseil décide de transférer le siège social de la société du 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg au 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, avec effet au 21 mars 2011.

AON Services Luxembourg & CO S.C.A.

Signature

Référence de publication: 2011044025/12.

(110048803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Aon Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 534, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 157.191.

Extrait du procès-verbal du Conseil de gérance tenu à Luxembourg le 23 mars 2011

Le Conseil décide de transférer le siège social de la société du 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg au 534, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, avec effet au 21 mars 2011.

AON Services Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011044026/12.

(110048832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Atemi Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.012.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 112.301.

EXTRAIT

Monsieur Rodolphe Amboss, gérant de Catégorie B de la Société, est désormais domicilié au 1330 Sixth Avenue, Suite 1200, New York, NY 10019, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Pour extrait conforme

Atemi Luxco S.à r.l.

Michael Denny / Michael Tsoulies

Gérant de Catégorie A / Gérant de Catégorie B

Référence de publication: 2011044027/17.

(110048851) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Baycinco Machinery S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 37.547.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011044033/10.

(110048726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Brascolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg.
R.C.S. Luxembourg B 90.541.

EXTRAIT

Il a été porté à l'attention de la Société que M. Arie De Reus, gérant unique de la Société, précédemment domicilié au 67, Frilingei, B-2930 Brasschaat, Belgique, a changé d'adresse.

Il résulte de ce changement que depuis le 24 janvier 2011, le gérant unique de la Société est domicilié au 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg, L-1933 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011044034/14.

(110048643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

OptiCapital Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 99, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 111.923.

In the year two thousand and eleven, on the seventh day of February.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the Meeting) of OptiCapital Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 99, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 111923 and having a share capital of EUR 12,500 (the Company), incorporated on 17 November 2005 pursuant to a notarial deed recorded by Me André Jean Joseph Schwachtgen, notary, residing then in Luxembourg, published in the Official Gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), n° 381 dated 21 February 2006. The articles of association of the Company (the Articles) were amended several times and for the last time on 20

December 2007 pursuant to a notarial deed recorded by Me Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, published in the Official Gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), n° 383 dated 14 February 2008.

There appears:

Galaxy S.à r.l. SICAR, a Luxembourg investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) incorporated under the form of a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 2, Place de Metz, L-1930 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 73667 and having a share capital of EUR 63,727,300.00 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Marc Tkatcheff, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy from the Sole Shareholder after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the Sole Shareholder and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, requests the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder represents all of the issued and subscribed share capital of the Company which is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 500 (five hundred) shares having a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each; and

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Decision to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire);
2. Decision to appoint KPMG Advisory S.à r.l., with address at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, as liquidator (liquidateur) in relation to the liquidation of the Company (the Liquidator);
3. Determination of the powers of the Liquidator and the liquidation procedure of the Company by granting to the Liquidator all the powers provided by the articles 144 et seq. of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and in particular the Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities; and
4. Decision to instruct the Liquidator to execute at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

The Meeting takes the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to dissolve the Company and to voluntarily put the Company into liquidation (liquidation volontaire).

Second resolution

The Meeting resolves to appoint KPMG Advisory S.à r.l., with address at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, as liquidator (liquidateur) in relation to the liquidation of the Company.

The Liquidator has the widest powers to do everything, which is required for the liquidation of the Company and the disposal of the assets of the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to confer to the Liquidator the powers set forth in articles 144 et seq. of the Law.

The Liquidator shall be entitled to pass all deeds and carry out all operations, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Sole Shareholder. The Liquidator may, under its sole responsibility, delegate its powers for specific operations or tasks to one or several persons or entities.

The Liquidator shall be authorised to make, in its sole discretion, advance payments of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Fourth resolution

The Meeting resolves to instruct the Liquidator to realise at the best of its abilities and with regard to the circumstances all the assets of the Company and to pay the debts of the Company.

There being no further business on the agenda of the Meeting, the Meeting is closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states hereby that at the request of the above appearing person, this notarial deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing person, and in the case of discrepancy between the English and French versions, the English version shall prevail.

Whereas, this notarial deed is drawn up in Luxembourg, on the date stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the said person signed together with Us, the notary the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le sept février.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, demeurant à Luxembourg.

Se tient une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique d' OptiCapital Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 99, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 111923 et ayant un capital social de 12.500 EUR (la Société) constituée suivant acte reçu par Me André Jean Joseph Schwachtgen, notaire, alors résidant à Luxembourg, en date du 17 novembre 2005, publié au Journal Officiel du Grand-duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°381 du 21 février 2006. Les statuts de la société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 20 décembre 2007 par un acte reçu par Me Martine Schaeffer, notaire, résidant à Luxembourg, publié au Journal Officiel du Grand-duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°383 du 14 février 2008.

Comparaît:

Galaxy S.à r.l. SICAR, une société luxembourgeoise d'investissement en capital à risque constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 2, Place de Metz, L-1930 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 73667 et ayant un capital social de 63.727.300 EUR (l'Associé Unique),

représentée par Maître Marc Tkatcheff, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration donnée par l'Associé unique, après avoir été signée ne varietur par le chargé de pouvoir agissant au nom de l'Associé Unique et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être déposée auprès des services d'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-avant, prie le notaire soussigné d'acter de ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient l'intégralité du capital social émis et souscrit au sein de la Société qui s'élève à 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) représenté par 500 (cinq cents) parts sociales ayant chacune une valeur de 25 EUR (vingt-cinq euros); et

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Décision de dissoudre et liquider volontairement la Société;
2. Décision de nommer KPMG Advisory S.à r.l. ayant comme adresse le 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, comme liquidateur en relation avec la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);
3. Détermination des pouvoirs à conférer au Liquidateur et de la procédure de liquidation en accordant au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915), et en particulier le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et d'exécuter toutes opérations, en ce compris les actes prévus aux articles 145 de la Loi de 1915, sans autorisation préalable d'une assemblée générale de l'Associé Unique. Le liquidateur pourra, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations ou tâches spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales; et
4. Décision d'instruire le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard aux circonstances, tous les actifs de la Société, et de payer toutes les dettes de la Société.

L'Assemblée prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de dissoudre et de liquider volontairement la Société.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de nommer KPMG Advisory S.à r.l. ayant comme adresse le 9, allée Scheffer, L-2520, Luxembourg comme Liquidateur en relation avec la liquidation de la Société.

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tout acte nécessaire pour la liquidation de la Société et la réalisation de son actif.

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'attribuer au Liquidateur tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la Loi de 1915.

Le Liquidateur est autorisé à passer tous actes et à exécuter toutes opérations, en ce compris ceux prévus aux articles 145 de la Loi de 1915, sans autorisation préalable d'une assemblée générale de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra, sous sa seule responsabilité, déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécialement déterminées, à une ou plusieurs personnes physiques ou morales.

Le Liquidateur est autorisé à verser, à sa seule discrétion, des acomptes sur le boni de liquidation à l'Associé Unique conformément à l'article 148 de la Loi de 1915.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de charger le Liquidateur de réaliser, au mieux et eu égard des circonstances, tous les actifs de la Société et de payer toutes les dettes de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'Assemblée est close.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte notarié est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. Sur la demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé ensemble avec Nous, le notaire le présent acte.

Signé: M. TKATCHEFF et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 14 février 2011. Relation: LAC/2011/7365. Reçu douze euros (12.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011025658/141.

(110030689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

Conderton Group Holdings S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 154.191.

—
EXTRAIT

Il a été porté à l'attention de la Société que M. Arie De Reus, gérant unique de la Société, précédemment domicilié au 67, Frilingei, B-2930 Brasschaat, Belgique, a changé d'adresse le 24 janvier 2011.

Il résulte de ce changement que depuis le 24 janvier 2011, le gérant unique de la Société est domicilié au 45, rue Siggy vu Lëtzebuerg, L-1933 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2011044037/15.

(110048644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Crèche Les Petits Anges S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2563 Luxembourg, 13, rue Schaack.

R.C.S. Luxembourg B 145.087.

—
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011044038/10.

(110048713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Calatayud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 31, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 103.101.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle tenue au Siège Social en date du 28 juillet 2010

Les mandats des administrateurs à savoir Monsieur Claude MACK né le 29/07/1968 à Dudelange (Luxembourg) et demeurant au L-8123 Bridel, Bei den 5 Buchen, Monsieur Yves FEDERSPIEL né le 27/07/1966 à Luxembourg et demeurant professionnellement au 31, rue Notre Dame, L-2240 Luxembourg, Monsieur Christophe mouton né le 20/11/1971 à Saint-Mard (Belgique) et demeurant professionnellement au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg ainsi que celui du Commissaire aux Comptes, à savoir la fiduciaire Jean-Marc FABER & Cie S.à.r.l., ayant son siège social au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg sont reconduits jusqu'à l'Assemblée Générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

CALATAYUD S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011044039/19.

(110048756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Finamore S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 96.726.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire du 3 mars 2010

Le mandat d'administrateur d'Eddy COENEN, né le 7 juillet 1955 à Leuven (Belgique), demeurant au 2 B4, Plezantstraat, B - 9100 Sint Niklaas, est renouvelé pour une période d'un an.

Son mandat d'administrateur viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2011.

Pour extrait sincère et conforme

Bernard BOSQUEE / Johan PRIEM

Administrateur-délégué / Administrateur

Référence de publication: 2011044055/14.

(110049016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Tegola International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 59.688.

L'an deux mille dix, le huit novembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme TEGOLA INTERNATIONAL S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 59688, constituée suivant acte reçu par Maître Camille HELLINCKX, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 16 juin 1997, publié au Mémorial C numéro 521 du 24 septembre 1997,

et dont les statuts ont été modifiés suivant actes reçus par le notaire instrumentant:

- en date du 16 mars 2000, publié au Mémorial C numéro 568 du 9 août 2000;
- en date du 19 décembre 2000, publié au Mémorial C numéro 694 du 28 août 2001;
- en date du 21 décembre 2001, publié au Mémorial C numéro 828 du 31 mai 2002;
- en date du 30 décembre 2003, publié au Mémorial C numéro 175 du 12 février 2004,

et dont le projet de fusion du 15 septembre 2010 avec la société anonyme Box.I. - S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, R.C.S. Luxembourg numéro B 122687, au capital social de quarante mille euros (40.000,- EUR), divisé en dix mille (10.000) actions de quatre euros (4,- EUR) chacune, a été publié au Mémorial C numéro 2067 du 4 octobre 2010.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sophie ERK, employée privée, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Stéphane LOMBARDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

La présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation du projet de fusion par absorption de la société anonyme Box.I. – S.A. par la société absorbante TEGOLA INTERNATIONAL S.A., tel que ce projet de fusion a été publié au Mémorial C numéro 2067 du 4 octobre 2010, de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} janvier 2010.

2. Approbation du rapport justificatif du conseil d'administration prévu par l'article 265 de la loi sur les sociétés commerciales.

3. Constatation de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

4. Augmentation du capital social à concurrence de 2.368.000,- EUR, en vue de le porter de son montant actuel de 2.960.000,- EUR à 5.328.000,- EUR, par l'émission de 122.560 actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, en échange pour le transfert de tous les actifs et passifs de la société absorbée.

5. Modification subséquente de l'article 5, alinéa 1^{er}, des statuts.

6. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

III.- Qu'il appert de la liste de présence prémentionnée que tous les actionnaires représentant l'intégralité du capital social sont présents ou représentés à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut se tenir sans convocations préalables.

IV.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

V.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées, à savoir:

a) Publication du projet de fusion, établi le 15 septembre 2010 par les conseils d'administration des sociétés qui fusionnent, au Mémorial C en date du 4 octobre 2010, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

b) Etablissement, conformément à l'article 265 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, d'un rapport écrit par les conseils d'administration de chacune des sociétés qui fusionnent expliquant et justifiant le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange des actions - actions.

c) Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois au moins avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les actionnaires ou associés.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver sans réserve le projet de fusion du 15 septembre 2010 entre la société absorbée Box.I. - S.A. et la société absorbante TEGOLA INTERNATIONAL S.A., tel que ce projet de fusion a été publié au Mémorial C numéro 2067 du 4 octobre 2010, de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} janvier 2010.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'approuver le rapport du Conseil d'Administration prescrit par l'article 265 de la loi sur les sociétés commerciales.

Troisième résolution

L'assemblée constate l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales.

Quatrième résolution

L'assemblée constate la réalisation de la fusion à la date de ce jour de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Box.I. - S.A. approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux millions trois cent soixante-huit mille euros (2.368.000,- EUR), en vue de le porter de son montant actuel de deux millions neuf cent soixante mille euros (2.960.000,- EUR) à cinq millions trois cent vingt-huit mille euros (5.328.000,- EUR), par l'émission de cent vingt-deux mille cinq cent soixante (122.560) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, en échange pour le transfert de tous les actifs

et passifs de la société absorbée Box.I. - S.A. à la société absorbante TEGOLA INTERNATIONAL S.A.; ces cent vingt-deux mille cinq cent soixante (122.560) actions nouvelles étant attribuées aux actionnaires de la société absorbée au prorata des actions qu'ils détiennent, à savoir:

- trente-sept mille vingt-cinq (37.025) actions nouvelles à la société à responsabilité limitée de droit italien GRANDA S.r.l., ayant son siège social à I-31015 Conegliano (Treviso), Via Camillo Benso Conte di Cavour 2/B, Italie;
- trente mille six cent quarante (30.640) actions nouvelles à la société à responsabilité limitée de droit italien FIU-MINVEST S.r.l., ayant son siège social à I-36012 Asiago (Vicenza), Piazza Il Risorgimento 3, Italie;
- vingt-quatre mille cinq cent douze (24.512) actions nouvelles à la société à responsabilité limitée de droit italien TOLFIN S.r.l., ayant son siège social à I-31015 Conegliano (Treviso), Via Camillo Benso Conte di Cavour 2/B, Italie;
- vingt-deux mille deux cent huit (22.208) actions nouvelles à la société à responsabilité limitée de droit italien ITACA S.r.l., ayant son siège social à I- 31015 Conegliano (Treviso), Via Camillo Benso Conte di Cavour 2/B, Italie;
- huit mille cent soixante-quinze (8.175) actions nouvelles à Monsieur Alberto TOLIN, résidant à I-31020 San Vendemiano (Treviso), Via Garibaldi 5, Italie.

Sixième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 5. (alinéa 1^{er}).** Le capital souscrit est fixé à cinq millions trois cent vingt-huit mille euros (5.328.000,- EUR), représenté par deux cent soixante-quinze mille sept cent soixante (275.760) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales."

Déclaration

Conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales, le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié et attesté l'existence et la légalité des actes et formalités ayant incombé à la société absorbée en vue de la fusion opérée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison du présent acte, sont évalués sans nul préjudice à la somme de trois mille cinquante euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Sophie ERK, Stéphane LOMBARDI, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 11 novembre 2010. Relation GRE/2010/3821. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME

Junglinster, le 3 janvier 2011.

Référence de publication: 2011025757/122.

(110030826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

Frankfurter Volksbank International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 36, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 88.081.

Auszug aus dem Protokoll der Gesellschafterversammlung vom 25. März 2011

Die Gesellschafterversammlung der Frankfurter Volksbank International S. A. faßte folgenden einstimmigen Beschluss: Bestellung von Herrn Helmut Ochs wohnhaft in D-61118 Bad Vilbel, Am Weißen Stein 17 B zum Mitglied des Verwaltungsrates.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 28.März 2011-03-28.

Frankfurter Volksbank International S.A.

Unterschriften

Référence de publication: 2011044057/15.

(110049208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Genesis Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 3.095.416,35.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 136.748.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 23 mars 2011

L'associé unique, Genesis Group Company Limited, a accepté, avec effet au 14 février 2011, la démission de M. Brian McMahon et a nommé en remplacement en qualité de gérant, avec effet à la date de la présente résolution et pour une durée indéterminée, Madame Esther Raudszus, employée privée, né le 11 décembre 1975 à Wegberg, Allemagne, résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg.

Le conseil de gérance de la société se compose dorénavant comme suit:

- Monsieur Andreas Demmel, gérant;

- Madame Esther Raudszus, gérant.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011044058/20.

(110048923) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

GrandOptical Luxembourg - G.O. Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 2, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 55.877.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue à Schiphol (Pays-Bas) le 22 septembre 2010

Il résulte dudit procès-verbal que:

Madame Anne-France LACLIDE-DROUIN, demeurant au 85, rue du Ranelagh, F-75016 Paris, a été nommée en tant qu'administrateur de la Société, avec effet au 22 septembre 2010. Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Luc COURTOIS

Mandataire

Référence de publication: 2011044059/15.

(110049161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

**Unicity I Newcastle S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Unicity I S.à r.l.).**

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.925.

—
In the year two thousand ten, on the first day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Unicity I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.925 (the Company). The Company was incorporated on September 21, 2010 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, on November 10, 2010, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared:

OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 155.923, and having a share capital of EUR 12,500 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Annick Braquet, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:
 1. Change of the Company's name into "Unicity I Newcastle S.à r.l.";
 2. Amendment to article 1 of the Articles and in particular modification of the name of the Company; and
 3. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the Company's name from "Unicity I S.à r.l." to "Unicity I Newcastle S.à r.l.", with immediate effect.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 1 of the Articles and in particular to modify the name of the Company, which will henceforth read as follows:

" **Art. 1.** The name of the company is Unicity I Newcastle S.à r.l. (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles)."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-

Declaration

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le premier jour du mois de décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Unicity I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.925 (la Société). La Société a été constituée le 21 septembre 2010 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 10 novembre 2010, suivant un acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu:

OCM Luxembourg Unicity Holdings S.à r.l., LLC, une société à responsabilité limitée constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social à 53, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 155.923, et ayant un capital social d'un montant de EUR 12.500 (l'Associé Unique),

Ici représentée par Annick Braquet, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;
- II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:
 1. Modification de la dénomination de la Société en "Unicity I Newcastle S.à r.l.";
 2. Modification de l'article 1^{er} des Statuts, plus particulièrement de la dénomination de la Société; et
 3. Divers.
- III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination de la Société de "Unicity I S.à r.l." en "Unicity I Newcastle S.à r.l." avec effet immédiat.

Deuxième résolution

En conséquence de la précédente résolution, l'Associé Unique décide de modifier l'article 1^{er} des Statuts, plus particulièrement la dénomination de la Société, de sorte qu'il aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}**. Le nom de la société est Unicity I Newcastle S.à r.l. (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts)."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge sont estimés à environ EUR 1.300.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que la comparante a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, celle-ci a signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: A. BRAQUET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 décembre 2010. Relation: LAC/2010/54304. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Référence de publication: 2011025768/105.

(110030940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

Square Deal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 140.225.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 mars 2011.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2011043945/14.

(110049632) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Kaytwo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 130.000.

Extrait des résolutions extraordinaires d'actionnaire unique de la société tenue au siège social en date du 10 Juillet 2009

En date du 10 juillet 2009, par acte notarié tenu par devant Me Joseph Gloden, notaire à Grevenmacher, il a été pris les résolutions suivantes:

- Kaupthing Bank Luxembourg S.A., associé unique de la Société, fait l'objet d'une scission en deux nouvelles entités: Banque Havilland S.A., d'une part et Pillar Securistisation S.à r.l., d'autre part. Par suite, Kaupthing Bank Luxembourg S.A. est dissoute sans liquidation;

- L'ensemble des parts sociales détenues par Kaupthing Bank Luxembourg S.A. dans la Société sont attribuées à Banque Havilland S.A., société anonyme, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 63997, établie et ayant son siège social 35a, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg;

- Par suite, Banque Havilland S.A. devient l'associé unique de la Société détenant 76.362 parts de la Société sur un total de 76.362 parts sociales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mars 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011044064/20.

(110049134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

King's Cross Asset Funding LLE, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 128.401.

L'associé unique a accepté la démission avec effet au 14 février 2011 de M. Brian Mc Mahon et a nommé en remplacement, avec effet au 8 février et pour une durée indéterminée, Mme. Marie-Sibylle Wolf, résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, né le 13 novembre 1967 à Liège, Belgique.

Le conseil de gérance de la société se compose dorénavant comme suit:

Mrs. Marie-Sibylle Wolf

M. Godfrey Abel

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011044065/18.

(110049111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Watticht S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser.

R.C.S. Luxembourg B 48.059.

L'an deux mille dix, le vingt neuf décembre,

Par devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Watticht S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48.059, ayant son siège social à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser (ci-après la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 2 juin 1994, publié au Mémorial C numéro 421 du 27 octobre 1994, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés.

L'assemblée est déclarée ouverte à 14.20 heures sous la présidence de Monsieur Jeff FELLER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, (le «Président»), qui désigne comme secrétaire Madame Cristiana SCHMIT, employée demeurant professionnellement à Junglinster.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Constat que Scillas Immobilière S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135.158, ayant son siège social à L-2529 Howald, 30, Rue des Scillas (ci-après la «Société Absorbante»), constituée suivant un acte de Maître Joëlle BADEN, notaire, résidant à Luxembourg, en date du 30 novembre 2007, publié au Mémorial C numéro 319 du 7 février 2008, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés, est l'actionnaire unique de la Société (ci-après également la «Société Absorbée»).

2. Examen et approbation, sur présentation des documents prescrits par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2529 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

3. Décision de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

4. Reconnaissance que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'actionnaire de la Société Absorbante.

5. Délégation de pouvoirs.

6. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour. Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale CONSTATE que la Société Absorbante est devenu l'actionnaire unique de la Société Absorbée en vertu d'un contrat de cession daté du 15 novembre 2010.

Deuxième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE d'approuver, après examen des documents prescrits par l'article 267 de la Loi, le projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010 et publié au Mémorial C numéro 2529 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

Troisième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

Quatrième résolution

L'assemblée générale RECONNAIT que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante.

L'assemblée générale RECONNAIT de surcroît que la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

Cinquième résolution

L'assemblée générale DÉCIDE de déléguer tous pouvoirs à (i) deux administrateurs de la société Olos Management S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.333, et ayant son siège social à L-2370 Howald (Hesperange), 1, rue Peterelchen, Grand-Duché de Luxembourg, agissant conjointement, et (ii) un administrateur de la société Olos Management S.A., précitée, agissant conjointement avec soit Monsieur Daniel Gillard, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, soit Monsieur Marc Streibel, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, pour faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites du présent acte sont estimés à 1.300,-EUR.

Dont acte fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: Jeff FELLER, Cristiana SCHMIT, Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 janvier 2011. Relation GRE/2011/163. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011025778/97.

(110031305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

King's Cross Asset Funding 10, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 111.908.

L'associé unique a accepté la démission avec effet au 14 février 2011 de M. Brian Mc Mahon et a nommé en remplacement, avec effet au 8 février et pour une durée indéterminée, Mme. Marie-Sibylle Wolf, résidant professionnellement au 6, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, né le 13 novembre 1967 à Liège, Belgique.

Le conseil de gérance de la société se compose dorénavant comme suit:

Mrs. Marie-Sibylle Wolf

M. Godfrey Abel

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011044066/18.

(110048948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

Kepler S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1831 Luxembourg, 21, rue de la Tour Jacob.

R.C.S. Luxembourg B 145.151.

La société AUTONOME DE REVISION, inscrite au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro E955, avec siège social à L-2146 Luxembourg - 74, rue de Merl

a démissionné en date du 11 mars 2011 en sa qualité de Commissaire aux Comptes de la société KEPLER S.A., avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Pour extrait conforme et sincère

Signature

Référence de publication: 2011044078/15.

(110048719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mars 2011.

ACHM International Management Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 14.000,00.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 159.009.

—
STATUTES

In the year two thousand eleven, on the fifteenth day of February.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary public residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

A.C. Hoteles, S.A., a Spanish company having its registered address at Calle Iturrama, n°21, Pamplona (Navarra), Spain, duly registered in the Mercantile Registry of Navarra at volume 613, sheet 204, page NA-12779 and Tax Identification Number A-31624190,

hereby represented by Mr. Hervé Précigoux, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy dated 7 February 2011 established under private seal, which proxy, initialed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

Title I - Name, Corporate purpose, Registered address and Duration

Art. 1. Denomination & Corporate form. The company will have the denomination "ACHM International Management Company S.à r.l." (hereafter, the "Company") and is hereby established as a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10th August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter, the "Company Act"), as well as by its articles of association (hereafter, the "Articles").

Art. 2. Corporate object. The corporate purpose of the Company is to assume, pursue and expand hotel management and franchising business currently operated by the company AC Hoteles, S.A., including the operation and management of hotel properties for third party owners and the development of a program to franchise third party owners, both under the "AC Hotels by Marriott" cobrand name and related business throughout the world, except Spain, Italy and Portugal.

The corporate purpose of the Company also includes the development of activities that are necessary, a complement or a consequence of the above, or that are related with them either directly or indirectly.

The Company may further directly or indirectly hold participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, and may acquire by purchase, subscription or in any other manner, shares or any other kind of participation in companies having the same or a similar purpose.

The Company may carry out any commercial, industrial and financial activities, as well as activities connected, directly or indirectly, to its corporate purpose or which allow its development.

Art. 3. Registered office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by simple decision of the sole manager or in case of plurality of managers (gérants), by a decision of the board of managers (hereinafter the "Board").

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Title II - Share capital and Shares

Art. 5. Share capital - Shares. The Company's share capital is fixed at EUR 14,000 (fourteen thousand Euros) represented by 14,000 (fourteen thousand) shares (parts sociales) (hereafter, the "Shares"), with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, equal and indivisible, numbered from 1 (one) to 14,000 (fourteen thousand), all fully subscribed and entirely paid-up. Co-owners of a Share have to appoint a sole person as their representative towards the Company. All Shares are in registered form, in the name of a specific person, and recorded in the shareholders' register in accordance with article 185 of the Company Act.

Shares may be mandatorily redeemed by the Company as and within the terms and conditions specified under article 6.2 vii to 6.2 ix.

To the extent all the Shares are held by only one shareholder, the Company is a one-member company (société unipersonnelle) in the meaning of article 179 (2) of the Company Act. In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Company Act, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.

The share capital may be changed at any time by a decision of the general shareholders' meeting, in accordance with article 9 of these Articles and within the limits provided for by article 199 of the Company Act.

Art. 6. Transfer of shares.

6.1 – General Rule

In case of a sole shareholder, the Shares held by the sole shareholder are freely transferable. In the case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and article 190 of the Company Act. Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting. For the purpose of article 6.2., each shareholder hereby irrevocably undertakes to vote with his/her/its Shares in the Company in any shareholders' meeting or shareholders' written resolutions to approve a non-shareholder as new shareholder of the Company in accordance with article 189 of the Company Act.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

6.2 – Pre-emptive Right

Any transfer of Shares by the shareholders to non-shareholders will further be subject to the following rules and limitations:

i. A shareholder who intends to transfer all or part of his/her/its Shares (the "Selling Shareholder") to a non-shareholder shall serve a notice of such intention to the Board. The notice shall indicate (i) the number of Shares to be transferred (the "Offered Shares"), (ii) the acquirer's identity and address, (iii) the transfer price per Offered Share, and (iv) any relevant terms and conditions that shall govern to such Share transfer, and in particular the conditions of settlement of the Offered Shares' purchase price (the "Sale Notice").

ii. Within a term of 5 (five) Business Days following the date of the Sale Notice, the Board shall serve to the other shareholders (the "Other Shareholders") a notice, attaching a copy of the Sale Notice (the "Board Sale Notice").

iii. The Other Shareholders shall have the right to acquire all or some only of the Offered Shares under the same terms and conditions as stipulated in the Sale Notice (the "Pre-emptive Right").

iv. The Pre-emptive Right must be exercised within 30 (thirty) calendar days following the date of the Board Sale Notice (the "Pre-emption Period"), by serving a notice to the Board (the "Pre-emption Notice"). The Pre-emption Notice shall indicate the conditions of the Sale Notice and whether the Pre-emption Right is exercised for all or some only of the Offered Shares, and in that case, the number of pre-empted Offered Shares. If several Other Shareholders are interested in acquiring the Offered Shares and exercise their respective Pre-emption Right for a number of Shares which is in excess of the number of Offered Shares, then the Offered Shares shall be transferred to such Other Shareholders pro rata to their then current respective equity stakes in the share capital of the Company.

v. Within a term of 3 (three) Business Days after the term of the Preemption Period, the Board shall serve on all Shareholders a notice informing them (i) of the exercise of the Pre-emptive Right(s), attaching a copy or copies of the Pre-emption Notices, if and when applicable, specifying for each Other Shareholder who exercised his Pre-emptive Right, the number of Offered Shares to which it is entitled, rounded up or down to a full number at the Board's sole discretion (the "Board Pre-emption Notice"), or (ii) that no Preemptive Right was exercised, or validly exercised (the "Board Clear Notice").

vi. Upon receipt of the Board Pre-emption Notice, the Selling Shareholder and the Other Shareholders who exercised their Preemptive Rights shall execute a Share transfer agreement with terms and conditions analogous to the ones contained in the Sale Notice within the maximum term of 30 (thirty) calendar days, as from the date of issuance of the Board Pre-emption Notice, as specified on the voucher of deposit of the registered letter.

vii. If some of the Offered Shares have not been pre-empted as stipulated above or if a Board Clear Notice was served, the Board may, within 20 (twenty) calendar days (the "Redemption Period"), serve a notice to all Shareholders to declare the intention of the Company to acquire those Offered Shares that have not been preempted (the "Redemption") at the terms and conditions specified in the Sale Notice (the "Redemption Notice").

viii. The Offered Shares redeemed in application of section vii above shall be cancelled immediately upon Redemption.

ix. A Redemption shall be possible only provided that:

a. It does not have for effect that the Company's share capital falls below EUR 12,395 (twelve thousand three hundred ninety five Euros);

b. It shall not have for effect that the net assets of the Company fall below the sum of (i) the share capital amount, (ii) the legal reserve amount and (iii) any other reserve account which is not freely available to the Company in accordance with the Company Act or these Articles from time to time;

c. The Redemption Price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve

x. Upon receipt of the Redemption Notice, all Shareholders shall cast their voting rights in the Company to approve any shareholders' resolutions the purpose of which is to proceed to the Offered Shares' Redemption and cancellation as provided in items vii. to ix. above.

xi. The Company shall not recognize those transfers of Shares that do not conform to the provisions of these Articles.

6.3 – Transfer restrictions

Transfers may not be made:

(i) if the transferee or an Affiliate of such transferee Controls or holds a greater than 5% interest in, or has an employment, management relationship or consulting relationship with a competitor of the Company, or

(ii) if the transferee or any of its Affiliates has been convicted (either in appealable or unappealable judgment) of a Serious Crime, or is in Control of or is Controlled by persons who have been convicted of a Serious Crime; or

(iii) if the transferee or any of its Affiliates, or any other person related thereto is proscribed by applicable laws.

No transfer of Shares shall take place until the non-selling shareholder has been able to confirm that the transfer to the purchaser is not restricted as mentioned above.

6.4 – Change of control

No shareholder of the Company may transfer its Shares without the prior consent of the other shareholders.

In the event that a third party, be it an individual or a legal entity, not Controlled by the current direct or indirect shareholders of a Company's shareholder, acquires Control of one of the Company's shareholders, all Shares owned by such shareholder shall be deemed to have been offered for sale to the other shareholder. The Shares shall be deemed to have been offered for sale as of the date of the change of Control.

Accordingly, the shareholder under change of Control must give immediate notice to the Board of such change of Control, which will immediately notify the other Company's shareholders about the change of Control, and the relevant pre-emption rights provided for in these Articles shall apply.

Each shareholder will be entitled to require the other shareholder at any time to present sufficient evidence that no change of Control has occurred.

6.5 – Preferential subscription rights in capital increases

In capital increases which result in the issuance of new Shares, each shareholder shall have the right to subscribe a number of Shares proportionate to the aggregate par value of Shares held by such shareholder in the Company (the "Preferential Subscription Rights").

Preferential Subscription Rights shall not apply to mergers by acquisition of any other company or capital increases arising out from the acquisition of all or part of any third party's assets.

The Preferential Subscription Right shall be exercised within the period set forth in the relevant resolution approving the capital increase, which shall not be less than 1 (one) month.

The voluntary transfer of Preferential Subscription Rights shall be subject to Shares' transfer rules provided for in this Article 6.

For the purpose of this article:

- Each notice shall be served by registered letter with acknowledgment receipt;
- The date specified on an acknowledgment receipt shall be conclusive of the date on which any notice is served; and
- A notice will be deemed validly served (i) in the case of the Company, when served at the address of its then registered seat, as appears in the file of the Company at the Luxembourg trade and companies' register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) or as otherwise notified to the shareholders by the Board within a period of transfer of the registered seat of the Company, and (ii) in the case of a shareholder, at its address, as recorded in the Company's Share register.

Any shareholder shall serve a notice on the Company at least 10 (ten) Business Days before changing its registered address, and in case of failure to do so, a notice sent at its former address will be deemed valid for the purpose of this article.

- "Affiliate" shall mean with respect to any shareholder of the Company, (i) an entity belonging to the same Group of such shareholder of the Company, or (ii) an officer, director, partner or shareholder of such shareholder of the Company or of any entity belonging to the same Group of such shareholder of the Company.

- "Business Day" means a day other than a Saturday, Sunday or a day on which banks are closed in the City of Luxembourg;

- “Control” means the direct or indirect possession of the power to direct or to cause the direction of the management and policies of an entity, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise. In any event, it shall be deemed that a Person Controls another Person i.e. (i) when the former holds the majority of the voting rights of the latter; (ii) is entitled to appoint the majority of the members of the administration body of the latter; (iii) is entitled to exercise (as a result of agreements entered into with third parties) the majority of the voting rights of the latter; or (iv) has appointed the majority of the members of the administration body of the latter holding said position at the time the annual accounts of the latter must be drawn up and within the last 2 (two) immediately prior years. For the above purposes and for the avoidance of doubt, the following voting rights shall be added to the voting rights of the dominant Person: other ones held by the dominant Person through other Controlled Persons, or through Persons that act on behalf of the dominant Person but for the account of the dominant Person or the other Controlled Persons or those held with other Persons by any type of agreement.

- “Group” means a group of persons making up a decision-making unit as a result of one of them holding direct or indirect Control over the others or as a result of such Control resting with one or more persons who systematically act in agreement.

- “Person” means an individual (or their heirs, executors, administrators, or other legal representatives of an individual), a partnership, a joint venture, a firm, a company, a corporation, a governmental authority, a trustee, a trust, an unincorporated organization or any other legal entity of whatever kind or nature and of whatever jurisdiction.

- “Serious Crime” shall mean a crime punishable by (i) imprisonment of (x) two (2) years or more for first time offenders or (y) one (1) year or more for repeat offenders, and/or (ii) payment of a fine or penalty of EUR 20,000 (twenty thousand Euros) (or the foreign currency equivalent thereof) or more.

For the purposes of this article, the meaning assigned to each term defined herein shall be equally applicable to both singular and the plural term, and words denoting any gender shall include all gender. Where a word or phrase is defined herein, each of its other grammatical forms shall have a corresponding meaning.

Title III - General shareholders’ meeting

Art. 7. General. The sole shareholder exercises all powers conferred to the general shareholders’ meeting.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him.

The holding of general shareholders’ meetings shall not be mandatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Art. 8. Proceeding. The general shareholders’ meetings shall be called by the Board by fax or registered letter with acknowledgement of receipt with at least 15 (fifteen) days’ notice as from the date the last shareholder received the convening notice. Said announcement will state the name of the Company, the place, date and hour of the meeting, as well as the agenda of all the matters that are to be discussed. Each shareholder shall receive the convening notice at the address specified in the Share register of the Company or as otherwise notified by a shareholder in writing. However, the meeting will be considered validly constituted without the need of previously calling the same, whenever the entire share capital of the Company is present or duly represented and those present unanimously agree to hold the meeting and approve its agenda. If the Board designated a Chairman, he shall act as the chairman of the general shareholders’ meeting, otherwise the meeting will chose a chairman among its members. The chairman shall mediate at the meetings, submit for discussion those matters included in the agenda, close the discussions and propose a corresponding vote.

If no general shareholders’ meeting has to be held in accordance with article 7 paragraph 3 above, each shareholder shall be provided by fax or registered letter with acknowledgement of receipt, the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted, and shall give his/her/its vote in writing.

Where the number of shareholders exceeds 25 (twenty-five), an annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Company Act at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting. The meeting may also be held by audioconference, video or other electronic videoconference means that allow the recognition and identification of the attendees, permanent and uninterrupted communication among the attendees independently of their location, as well as interventions and votes in real time. The notice/agenda of the meeting will refer to the possibility of attending by audioconference, video or other electronic videoconference means, specifying the manner in which this may be done. The meetings held by means of electronic communication means described above will be deemed to be held at the registered office of the Company.

Art. 9. Majority. Unless otherwise stated herein, resolutions are only validly taken insofar as shareholders owning more than 55% (fifty five percent) of the share capital adopt them.

Despite the above, the following resolutions shall be validly adopted only with the favourable vote of shareholders representing at least 71% of the voting share capital of the Company:

- a) any change in the number of members of the Board and the appointment and removal of managers;
- b) any distribution of dividends, reserves, share premium, cash or other assets of the Company to its shareholders;

c) transformation, merger, spin-off, assignment of all assets and liabilities or any other corporate restructuring transaction affecting the Company unless the Company Act provides that any such decision shall be validly made applying the majority rules applicable for the amendment to the Articles;

d) making or approval of any voluntary insolvency filing;

e) reactivate, wind-up or liquidate the Company, except where the resolution is required by law to be passed;

f) any redemption or repurchase of Shares; and

g) any change in the identity of the Company's auditor, to the extent legally required.

Any private offering of the Company's Shares or right to acquire such Shares are only validly taken insofar as shareholders owning more than 75% (seventy-five percent) of the share capital adopt them.

Resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality of the Company, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters (75%) of the Company's share capital, subject to the provisions of the Company Act.

Title IV - Management, Representation and Supervision

Chapter I - Management

Art. 10. Managers (gérants).

10.1 - Appointment and removal

The Company shall be governed and administrated, at the will of the general shareholders' meeting:

a) by a sole manager; or

b) by a Board composed of at least 3 (three) and no more than 8 (eight) members.

The sole shareholder or the shareholders' meeting will determine their number, and their mandate period will be of 3 (three) years. Managers need not be shareholders of the Company. They will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

The post of manager is not remunerated. However, any reasonable expenses which may incur a manager attending to the meetings, or in the exercise of its posts, will be reimbursed to him/her.

10.2 - Powers

All powers not expressly reserved by Company Act or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the Board.

10.3 - Chairman, vice-chairman, secretary

The Board shall appoint among its members a chairman (the "Chairman"), and a vice-chairman if deemed appropriate. In the absence of the Chairman, the meetings will be chaired by the vice-chairman, and in the absence of both of them, by any member of the Board elected by the members.

Likewise, the Board will freely appoint the individual who will be the secretary of the Board, and if deemed fit, a vice-secretary, neither of them being required to be a member of the Board.

The secretary, and the vice-secretary if applicable, will attend the general shareholders' meetings and the Board's meeting with voice but without the right to vote, unless they have the right to vote because they are a Board's member.

The resolutions of the Board shall be recorded in the minutes, to be signed by a manager and by the Chairman and the secretary if any, or by a notary public, and recorded in the corporate book.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the Chairman, by the secretary or by any manager.

10.4 - Procedures

The Board shall decide how often Board meetings shall take place.

In any case, the Board will meet quarterly, without prejudice to the holding of additional meetings.

The Chairman may convene 2 (two) Board meetings per year at any time in addition to the quarterly ones. Likewise, any 2 (two) managers will be entitled reasonably to request the Chairman to convene a maximum of 2 (two) Board meetings per year to discuss any specific issue which is materially relevant to the Company and its business. Should the Chairman not convene any such meetings within 15 (fifteen) Business Days from the date of the request by any 2 (two) managers and to be held in any event within 30 (thirty) Business Days (as defined in article 6) from the date of the request, any 2 (two) managers will be entitled to convene a Board meeting.

The Board will meet when it is called by the Chairman in writing sent by courier or fax at least 14 (fourteen) calendar days in advance, including the agenda and the date for holding the meeting. The notice for the meeting shall be made in writing addressed personally to each member of the Board. A copy of the summons shall also be sent by e-mail to each of the managers at the e-mail addresses indicated from time to time by the managers. A meeting of the Board shall be allowed to be held without notice when all managers are present and decide to hold such a meeting.

Any and all managers may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to hear one another and effectively

communicate with each other. Any participation to a conference call initiated and chaired by a manager located in Luxembourg shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting held in such form is deemed to be held in Luxembourg.

The Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at the meeting of the Board. A Board meeting shall be adjourned to the same time and place 10 (ten) Business Days later if a quorum is not present at that Board meeting. At the second call, the quorum required shall be 3 (three) managers and decisions shall be taken by the favorable vote of the majority of the managers present or represented, except for meetings dealing with the following matters, which shall always require the attendance and favorable vote of at least 5 (five) managers (or in case there are less than 5 (five) managers, all managers holding office):

- a) approval of the annual budget (including a capital expenditure budget) and material deviations therefrom;
- b) approval and any material change in the business plan;
- c) any investment or expenditure outside the scope of the business plan and the annual budget for an amount of more than 5% of the amount, in its aggregate value or in any individual value, set out in the business plan or the annual budget;
- d) any material change in the business of the Company;
- e) the submission to the general shareholders' meeting of a proposal for the declaration of dividends, reserves or any other kind of distribution on shares, excluding any proposal of declaration or distribution made in accordance with a previously approved dividend policy;
- f) any change in dividend policy;
- g) approval of investments, in one or a series of related transactions, either through the acquisition of assets or securities in other companies or businesses having an aggregate value of more than EUR 500,000;
- h) a sale, lease or transfer in one or a series of related transactions of assets of the Company having an aggregate value of more than EUR 500,000;
- i) the incurrence, refinancing or guaranty of any indebtedness greater than EUR 500,000, except for borrowing emergency loans;
- j) settlement of claims for an amount exceeding EUR 500,000;
- k) commencement of any litigation, either judicial or extrajudicial, in which the amount claimed exceeds EUR 500,000;
- l) entering into, amendment -when it implies changes in more than 20 % of its initial amount -or termination of any contracts the total value of which exceeds EUR 500,000, except for borrowing emergency loans;
- m) any contract with a supplier, customer, or partner that imposes material restrictions or limitations on the Company or its business such as, but not limited to, exclusivity provisions and non-compete provisions;
- n) any agreement with an investment bank, broker-dealer, or other intermediary to solicit financing on behalf of the Company;
- o) (a) the entering into, termination, or material amendment or material modification or waiver of or amendments or modifications when they imply changes in more than 10% in the initial amounts, (b) the decision to extend the term of (when it increases the term more than 10% of its initial term), or (c) the exercise of discretion in respect of a material matter under any hotel management, franchise, lease or similar agreement; any entering into, amendment, suspension or termination of any contract not in arm's length terms including, for the avoidance of any doubt, and without limitation, any contract between the Company and any company or person related to the shareholders;
- p) dismissal of the Company executives and modification of their employment terms and conditions or the contracts thereof; and hiring or dismissal of any executive that may substitute for any of them;
- q) making any change to the Company's accounting practices or policies, except where such change is recommended by its auditor as a consequence of a change in generally accepted accounting practices or policies applicable to companies carrying on businesses of a similar nature, or as a consequence of a change in law;
- r) proposal of any change in the trade name of the Company;
- s) the change of the brand name used for conducting the business or the adoption of new brands or co-brands names for use in connection with any significant aspect of the business;
- t) the annual review of the CEO's remuneration;
- u) other operational/management activities relating to the brands used by the Company (including without limitation any decision to seek a registration for any such brand anywhere) or that involve a trademark or brand licensed to the Company by a shareholder or its affiliates or any related person (and further provided that any action that involves the adoption, protection or enforcement of the "Marriott" mark or any mark containing "Marriott" shall be subject to the prior written approval of the licensor of such brand);
- v) any change or alteration of the Company brand standards;
- w) the structure of the powers of attorney to be granted to the management of the Company.

Any manager may act at any meeting of the Board by appointing in writing another manager as his proxy. A manager may also appoint another manager to represent it by phone, to be confirmed at a later stage.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the Boards' meetings. Such approval may be in a single or in several separate documents and may be evidenced by letter, telefax or telex. A meeting of the Board held by way of written resolution will be deemed to be held in Luxembourg.

10.5 -Liability of manager(s)

The manager(s) assume(s), by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

The managers may not carry out, by themselves or through others, trade or activities which are the same as those which constitute the corporate purpose of the Company, unless they are allowed to do so by a resolution of the general shareholders' meeting.

Chapter II - Representation

Art. 11. Representation and Signatory power. The sole manager or the Board as a whole, as applicable, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 11 shall have been complied with. In case of a Board, the managers will not have per se powers of attorney to act individually unless they have been expressly empowered by the Board.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager; and, in case of plurality of managers, by the joint signature of all managers. The sole manager or the Board may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The sole Manager or the Board will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Chapter III - Supervision

Art. 12. Audit. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with article 200 of the Company Act who need not to be shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

Title V - Financial year, Annual accounts and Profit distributions

Art. 13. Financial year. The Company's financial year starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of the same year.

Art. 14. Annual accounts. Each year, the sole manager or the Board prepares an inventory, including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and the profit and loss account, in which the necessary depreciation charges must be made.

Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor (s) set-up in accordance with article 200 of the Company Act.

Art. 15. Distribution of profits.

15.1 -General Principle

The gross profit of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit.

An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the shareholder(s) commensurate to its/their shareholding in the Company.

15.2 -Interim dividends

Distributions of advances on dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of this article 15.2. and subject to any rule in addition to these as determined by the manager or in case of plurality of managers by the Board:

- The manager or in case of plurality of managers the Board shall have exclusive competence to take the initiative to declare advances on dividends and allow the distribution of such advances on dividends as they deem appropriate and in accordance with the Company's corporate interest, subject to the provisions of article 9.

- In this respect, the manager or in case of plurality of managers the Board is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these Articles and on any agreement possibly entered into from time to time between the shareholder(s).

- In addition, the decision of the manager or in case of plurality of managers of the Board shall be supported by interim financial statements of the Company dated of not more than 2 (two) months prior to such decision of the manager or in case of plurality of managers of the Board and showing sufficient funds available for distribution provided that the

amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the previous fiscal year increased by profits carried forward and distributable reserves decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Company Act or the Articles.

- The annual accounts for the previous financial year have been approved by the shareholders.

- Finally, the distribution of advances on dividends shall be limited to the amount of the distributable profit as it appears on the above mentioned interim financial statements of the Company. The manager or in case of plurality of managers the Board, may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution.

- In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Company Act, which provides for a recovery against the shareholder(s) of the dividends which have been distributed to it/them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe 5 (five) years after the date of the distribution.

Title VI - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholder(s) in accordance with the conditions laid down for amendments to the Articles. At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

Title VI - Miscellaneous

Art. 17. Reference to the company act. Reference is made to the provisions of the Company Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitional provision

By way of exception, the first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st of December 2011.

Subscription

The articles of association having thus been established, the party appearing declares to subscribe the entire share capital of the Company as follows:

| Subscriber | Number of shares | Subscribed amount (in EUR) | % of share capital | Paid-up capital |
|-------------------------|------------------|----------------------------|--------------------|-----------------|
| A.C. Hoteles, S.A. | 14,000 | 14,000 | 100% | 100% |
| TOTAL | 14,000 | 14,000 | 100% | 100% |

All the Shares have been paid-up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of fourteen thousand Euros (EUR 14,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1500.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder, acting in place of the general meeting of shareholders, has taken immediately the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at 1 (one) the number of managers and further resolved to appoint the following person as sole manager for an undetermined period:

- Manager: Mr. Antonio Catalán Díaz, born on 25 June 1948, in Pamplona, economist, Spanish nationality, with professional address at Paseo del Club Deportivo n° 1, Pozuelo de Alarcón, 28223 Madrid, Spain, and with I.D. number (DNI) 72637063-G;

2. The registered office of the Company shall be established at 102, Rue des Maraichers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.
The document having been read to the person appearing, which signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quinzième jour du mois de février.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

A.C. Hoteles, S.A., une société Espagnole ayant son siège social au Calle Iturrama, n° 21, Pamplona (Navarra), Espagne, dûment enregistrée auprès du Registre Mercantile de Navarra, volume 613, feuille 204, page NA-12779 et sous le Numéro d'Identification Fiscal A-31624190,

ici représenté par M. Hervé Précigoux, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée en date du 7 février 2011, laquelle procuration restera, après avoir été paraphée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Lequel comparant, représenté comme décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} - Dénomination, Objet social, Siège social et Durée

Art. 1^{er}. Dénomination et Forme sociale. La société aura la dénomination «ACHM International Management Company S.à r.l.» (ci-après la «Société») et est ici formée en une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi sur les Sociétés»), ainsi que par ses statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Objet social. L'objet social de la Société est d'assumer, d'exercer et de développer l'exploitation d'hôtels ainsi que de franchiser les affaires actuellement opérées par la société AC Hoteles, S.A., incluant l'exploitation et la gestion de propriétés hôtelières pour des détenteurs tiers et le développement d'un programme de franchises de détenteurs tiers, ensemble sous la marque commune «AC Hôtels par Marriott» ainsi que les affaires liées à travers le monde, excepté en Espagne, Italie et Portugal.

L'objet social de la Société inclut également le développement d'activités qui sont nécessaires, un complément ou une conséquence de ce qui précède, ou qui sont liées avec eux soit directement ou indirectement.

La Société peut en outre détenir, soit directement ou indirectement, des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et peut acquérir par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, des actions ou tout autre type de participation dans des sociétés ayant un objet identique ou similaire.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles et financières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-ville.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire d(es) associé(s) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par une décision du conseil de gérance (ci-après le «Conseil de Gérance»).

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II - Capital social et Parts sociales

Art. 5. Capital social - Parts sociales. Le capital social de la Société est fixé à EUR 14.000,-(quatorze mille Euros) représenté par 14.000 (quatorze mille) parts sociales (ci-après les «Parts Sociales») d'une valeur nominale d'EUR 1,-(un Euro) chacune, égale et indivisible, numérotées de 1 (une) à 14.000 (quatorze mille), toutes entièrement souscrites et libérées. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. Toutes les Parts Sociales sont nominatives, au nom d'une personne déterminée et sont inscrites sur le registre des associés conformément à l'article 185 de la Loi sur les Sociétés.

Les Parts Sociales peuvent être obligatoirement rachetées par la Société aux termes et conditions spécifiés sous les articles 6.2 vii à 6.2 ix.

A partir du moment où toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi sur les Sociétés. Dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2 de la Loi sur les Sociétés, entre autres, trouveront à s'appliquer, cela impliquant que chaque décision de l'associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui doivent être établis par écrit.

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'assemblée des associés, conformément à l'article 9 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'article 199 de la Loi sur les Sociétés.

Art. 6. Transfert de parts sociales.

6.1 – Règle Générale

Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les Parts Sociales détenues par l'associé unique sont librement transférables. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les Parts Sociales détenues par chaque associé peuvent être transférées dans le respect des règles spécifiées à l'article 189 et l'article 190 de la Loi sur les Sociétés. Les Parts Sociales ne peuvent être transférées inter-vivos à des non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Pour les besoins de l'article 6.2., chaque associé s'engage irrévocablement à voter avec ses Parts Sociales de la Société dans toute assemblée des associés ou résolutions écrites des associés d'accepter un non-associé comme nouvel associé de la Société conformément à l'article 189 de la Loi sur les Sociétés.

Les transferts de Parts Sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leurs notifications à la Société ou de leurs acceptations conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

6.2 -Droit de Prémption

Tout transfert de Parts Sociales par des associés à des non-associés sera sujet aux règles et limitations suivantes:

i. Un associé qui souhaite transférer toutes ou partie de ses Parts Sociales (l'«Associé Vendeur») à des non-associés doit envoyer une notification de cette intention au Conseil de Gérance. Cette notification doit indiquer (i) le nombre de Parts Sociales à transférer (les «Parts Sociales Offertes»), (ii) l'identité et adresse de l'acquéreur, (iii) le prix de transfert par Part Sociale Offerte, et (iv) tout terme et condition applicable à ce transfert de Part Sociale, et en particulier les conditions de règlement du prix d'achat des Parts Sociales Offertes (la «Notification de Vente»).

ii. Dans un délai de 5 (cinq) Jours Ouvrables suivant la date de la Notification de Vente, le Conseil de Gérance doit envoyer aux autres associés (les «Autres Associés») une notification, incluant une copie de la Notification de Vente (la «Notification de Vente du Conseil de Gérance»).

iii. Les Autres Associés ont un droit d'acquérir toute ou une partie seulement des Parts Sociales Offertes sous les mêmes termes et conditions de vente tels que spécifiés dans la Notification de Vente (le «Droit de Prémption»).

iv. Le Droit de Prémption doit être exercé dans les 30 (trente) jours calendaires suivant la date de la Notification de Vente du Conseil de Gérance (la «Période de Prémption»), en envoyant une notification au Conseil de Gérance (la «Notification de Prémption»). La Notification de Prémption doit indiquer les conditions de la Notification de Vente et si le Droit de Prémption est exercé pour tout ou partie seulement des Parts Sociales Offertes, et dans ce cas, le nombre de Parts Sociales faisant l'objet de Droit de Prémption. Si plusieurs Autres Associés sont intéressés par l'acquisition de Parts Sociales Offertes et exercent leur Droit de Prémption respectif pour un nombre de Parts Sociales supérieur au nombre de Parts Sociales Offertes, les Parts Sociales Offertes seront transférées à ces Autres Associés au pro rata de leur participation respective dans le capital social de la Société.

v. Dans un délai de 3 (trois) Jours Ouvrables après la Période de Prémption, le Conseil de Gérance doit envoyer à tous les Associés une notification les informant (i) de l'exercice du/des Droit(s) de Prémption, attachant une copie ou des copies des Notifications de Prémption, et lorsqu'applicable, spécifiant pour chaque Autre Associé qui a exercé son Droit de Prémption, le nombre de Parts Sociales Offertes auquel il est lié, arrondi vers le haut ou vers le bas à un nombre entier à la seule discrétion du Conseil de Gérance (la «Notification de Prémption du Conseil de Gérance»), ou (ii) qu'aucun Droit de Prémption n'a été exercé, ou valablement exercé (la «Notification Précise du Conseil de Gérance»).

vi. Dès réception de la Notification de Prémption du Conseil de Gérance, l'Associé Vendeur et les Autres Associés qui exercent leurs Droits de Prémption doivent exécuter un contrat de transfert de Parts Sociales dans des termes et conditions analogues à ceux contenus dans la Notification de Vente dans un délai maximum de 30 (trente) jours calendaires, de la date d'émission de la Notification de Prémption du Conseil de Gérance, tel que spécifié sur le récépissé de dépôt de la lettre recommandée.

vii. Si plusieurs Parts Sociales Offertes n'ont pas fait l'objet de l'exercice du Droit de Prémption tel que stipulé ci-dessus ou si une Notification Précise du Conseil de Gérance a été envoyée, le Conseil de Gérance peut, dans les 20 (vingt) jours calendaires (la «Période de Rachat»), envoyer une notification à tous les Associés afin de déclarer l'intention de la Société d'acquérir les Parts Sociales Offertes qui n'ont pas fait l'objet d'exercice du Droit de Prémption (le «Rachat») aux termes et conditions spécifiés dans la Notification de Vente (la «Notification de Rachat»).

viii. Les Parts Sociales Offertes rachetées en application de la section vii. ci-dessus seront immédiatement annulées dès leur Rachat.

ix. Un Rachat est possible seulement s'il est prévu que:

a. Il n'aura pas pour effet que le capital social de la Société tombe en dessous de EUR 12.395 (douze mille trois cent quatre-vingt-quinze Euros);

b. Il n'aura pas pour effet que l'actif net de la Société tombe en dessous de la somme (i) du montant du capital social, (ii) du montant de la réserve légale et (iii) de tout autre compte de réserve qui n'est pas librement distribuable à la Société, conformément à la Loi sur les Sociétés et les présents Statuts, de temps à autres;

c. Le Prix de Rachat ne peut pas excéder le total des profits fait depuis la fin du dernier exercice comptable pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, augmentés des profits reportés et des prélèvements faits sur les réserves disponibles dans cette optique, diminués des pertes reportées et de toutes sommes placées en réserve.

x. Dès réception de la Notification de Rachat, tous les Associés doivent exprimer leurs droits de vote dans la Société afin d'approuver toutes résolutions des associés ayant pour objet le Rachat des Parts Sociales Offertes et leur annulation telle que prévu par les points vii. à ix. ci-dessus.

xi. La Société ne doit pas reconnaître les transferts de Parts Sociales qui ne sont pas conformes aux dispositions des présents Statuts.

6.3 – Restrictions de transferts

Les transferts ne peuvent pas être fait:

(i) Si le cessionnaire ou un Affilié du cessionnaire Contrôle ou détient une participation supérieure à 5 %, ou a une relation d'emploi, de gestion ou de consultance avec un concurrent de la Société;

(ii) Si le cessionnaire ou l'un de ses Affiliés a été déclaré coupable (soit lors d'un jugement susceptible d'appel ou non) d'un Crime Grave, ou Contrôle ou est Contrôlé par des personnes qui ont été déclarées coupables d'un Crime Grave; ou

(iii) Si le cessionnaire ou l'un de ses Affiliés, ou toute autre personne y liée, est interdite par les lois applicables.

Aucun transfert ne peut prendre place jusqu'à ce que les associés non-vendeurs aient été aptes à confirmer que le transfert à l'acheteur n'est pas interdit, tel que mentionné ci-dessus.

6.4 – Changement de contrôle

Aucun associé de la Société ne peut transférer ses Parts Sociales sans le consentement préalable des autres associés.

Dans le cas où une tierce partie, soit une personne physique ou une personne morale, non Contrôlée par les associés directs ou indirects d'associés de la Société, acquiert le Contrôle d'un ou de plusieurs associés de la Société, toutes les Parts Sociales détenues par ces associés seront censées avoir été offertes pour vente aux autres associés. Les Parts Sociales seront censées avoir été offertes pour vente à la date du changement de Contrôle.

De la même manière, l'associé sous le changement de Contrôle doit immédiatement notifier ce changement de Contrôle au Conseil de Gérance, qui devra immédiatement donner notification aux autres associés de la Société du changement de Contrôle, et les droits de préemption y relatifs doivent s'appliquer tel que prévu par les présents Statuts.

Chaque associé aura le droit de requérir des autres associés de présenter en tout temps preuve suffisante qu'aucun changement de Contrôle n'a eu lieu.

6.5 – Droits préférentiel de souscription lors d'augmentations de capital

Lors d'augmentations de capital par lesquelles résultent l'émission de nouvelles Parts Sociales, chaque associé a le droit de souscrire un nombre de Parts Sociales proportionnel à la valeur nominale globale de Parts Sociales détenues par cet associé dans la Société (les «Droits Préférentiels de Souscription»).

Les Droits Préférentiels de Souscription ne trouveront pas à s'appliquer aux fusions par acquisition d'autre société ou lors d'augmentations de capital découlant d'acquisition de tout ou partie d'avoirs de parties tierces.

Le Droit Préférentiel de Souscription doit être exercé dans une période stipulée dans la résolution y relative approuvant l'augmentation de capital, qui ne doit pas être inférieure à 1 (un) mois.

Le transfert volontaire des Droits Préférentiels de Souscription est sujet aux règles de transfert de Parts Sociales prévues à l'article 6 des présents Statuts.

Dans le cadre de cet article: -Chaque notification doit être envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception;

- La date spécifiée dans l'accusé de réception doit correspondre à la date à laquelle la notification a été envoyée; et

- Une notification sera censée avoir été valablement envoyée (i) dans le cas de la Société, lorsqu'envoyée à l'adresse de son siège social, tel qu'elle apparait au dossier de la Société auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, ou autrement notifié aux associés par le Conseil de Gérance dans une période de transfert du siège social de la Société, et (ii) dans le cas d'un associé, à son adresse, telle que mentionnée dans le registre des Parts Sociales de la Société.

Tout associé doit envoyer une notification à la Société au moins 10 (dix) Jours Ouvrables avant de changer d'adresse, et en cas de manquement, une notification envoyée à son adresse sera considérée comme valable dans le cadre de cet article.

- «Affilié» doit correspondre à l'égard de tout associé de la Société à (i) une entité faisant partie du même Groupe que cet associé de la Société, ou (ii) un agent, directeur, associé, ou actionnaire de cet associé de la Société ou de toute autre entité faisant partie du même Groupe de cet associé de la Société;

- «Jour Ouvrable» signifie un jour autre qu'un samedi, dimanche ou un jour durant lequel les banques sont fermées à Luxembourg-Ville;

- «Contrôle» signifie la possession directe ou indirecte du pouvoir de diriger ou de causer la direction de la gestion et les politiques d'une entité, que ce soit par la détention de titres de vote, par contrat ou autrement. En tout état de cause, il sera considéré qu'une Personne Contrôle une autre Personne à savoir (i) lorsque celle-ci détient la majorité des

droits de vote de cette dernière; (ii) a le droit de nommer la majorité des membres de l'organe d'administration de cette dernière, (iii) a le droit d'exercer (à la suite d'accords conclus avec des tierces parties), la majorité des droits de vote de cette dernière, ou (iv) a nommé la majorité des membres de l'organe d'administration de cette dernière, détenant cette position lors des comptes annuels de cette dernière, qui doivent être établis dans les 2 (deux) années immédiatement précédentes. Aux fins de l'objet ci-dessus, et pour éviter tout doute, les droits de vote suivants sont ajoutés aux droits de vote de la Personne dominante: les autres détenus par la Personne dominante par d'autres Personnes Contrôlées, ou par les Personnes qui agissent au nom de la Personne dominante mais pour le compte de la Personne dominante ou des autres Personnes Contrôlées, ou ceux détenus avec d'autres Personnes par tout type de contrat.

- «Groupe» désigne un groupe de personnes faisant partie d'une unité de prise de décision à la suite de l'un d'eux détenant directement ou indirectement le Contrôle sur les autres, ou à la suite de ce Contrôle s'appuyant sur une ou plusieurs personnes qui systématiquement agissent en accord.

- «Personne» signifie un individu (ou leurs héritiers, exécuteurs, administrateurs ou autres représentants légaux d'une personne), un partenariat, un partenariat commercial, une entreprise, une société, une autorité gouvernementale, un dépositaire, une fiducie, une organisation non constituée ou toute autre entité juridique de quelque nature et juridiction que ce soit.

- «Crime Grave» signifie un crime punissable par (i) l'emprisonnement de (x) 2 (deux) ans ou plus pour une première infraction ou (y) 1 (un) an ou plus pour les récidivistes, et / ou (ii) le paiement d'une amende ou une pénalité de 20.000 EUR (vingt mille Euros) (ou l'équivalent dans une monnaie étrangère) ou plus.

Dans le cadre de cet article, les définitions assimilées à chacun des termes ci-dessus sera applicable équitablement pour des termes singuliers ou pluriels, et des mots d'un genre inclue tout genre. Lorsqu'un mot ou une expression est définie ici, chacune de ses autres formes grammaticales doit avoir un sens correspondant.

Titre III - Assemblée générales des associés

Art. 7. Général. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Chaque associé possède un droit de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui.

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, lorsque le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Art. 8. Procédure. Les assemblées générales des associés doivent être convoquées par le Conseil de Gérance par fax ou lettre recommandée avec accusé de réception, avec une notification d'au moins 15 (quinze) jours à compter du jour où le dernier associé a reçu sa lettre de convocation. Cette annonce devra contenir le nom de la Société, l'endroit et l'heure de la réunion, ainsi que l'agenda et tous autres points qui y seront discutés. Chaque associé reçoit la lettre de convocation à l'adresse mentionnée dans le registre des Parts Sociales ou en un autre lieu, tel que précisé par l'associé par écrit. Toutefois, la réunion sera considérée valablement constituée sans convocation préalable, lorsque l'entièreté du capital social de la Société est présent ou dûment représenté, et que les associés présents s'accordent unanimement pour tenir l'assemblée et approuvent son agenda. Si le Conseil de Gérance désigne un Président, il devra agir comme le président de l'assemblée générale des associés, dans les autres cas, l'assemblée choisira parmi ses membres un président.

Si aucune assemblée des associés ne s'est tenue, conformément à l'article 7 paragraphe 3 ci-dessus, chaque associé devra recevoir par fax ou lettre recommandée avec accusé de réception, le texte précis des résolutions ou les décisions à adopter et devra donner son vote par écrit.

Lorsque le nombre d'associés excède 25 (vingt-cinq), une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi sur les Sociétés, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée. L'assemblée peut également être tenue par conférence téléphonique, vidéo ou tout autre moyen de vidéoconférences électroniques qui permet la reconnaissance et l'identification de tous les participants, une communication permanente et ininterrompue entre les participants quelque soit leur localisation, ainsi que leurs interventions et votes en temps réel. L'ordre du jour de l'assemblée devra se référer à la possibilité de participation par conférence téléphonique, vidéo ou tout autre moyen de vidéoconférences électroniques, spécifiant la manière de faire. Les assemblées tenues par des moyens de communications électroniques décrits ci-dessus seront censées avoir été tenues au siège social de la Société.

Art. 9. Majorité. Sauf indications contraires prévues dans les présents Statuts, les résolutions ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de 55 % (cinquante-cinq pourcent) du capital social.

Malgré ce qui précède, les résolutions suivantes ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de 71 % (soixante-et-onze pourcent) du capital social de la Société:

- a) Tout changement dans le nombre de membres du Conseil de Gérance et la nomination et révocation des gérants;
- b) Toute distribution de dividendes, réserves, prime d'émission, trésorerie ou autres actifs de la Société à ses associés;

c) La transformation, la fusion, scission, l'affectation de tous les actifs et passifs de la Société ou toute autre transaction de restructuration d'entreprise affectant la Société à moins que la Loi sur les Sociétés ne prévoit que de telles décisions ne seront prises suivant les règles de majorité applicables à la modification des Statuts;

d) Déposer ou approuver tout dépôt de liquidation volontaire;

e) Réactiver, clôturer, ou liquider la Société, excepté lorsqu'une telle résolution est requise par la loi pour être adoptée;

f) Toute rédemption ou rachat des Parts Sociales; et

g) Tout changement d'identité de l'auditeur de la Société, dans la mesure où la loi le requiert.

Toute offre privée des Parts Sociales de la Société ou le droit d'acquérir ces Parts Sociales sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de 75 % (soixante-quinze pourcent) du capital social.

Les résolutions en vue de la modification des Statuts, excepté en changement de la nationalité de la Société, qui requiert un vote unanime, peuvent seulement être adoptées par une majorité des associés détenant plus de 75 % (soixante-quinze pourcent) du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Titre IV - Gestion, Représentation et Supervision

Chapitre I^{er} - Gestion

Art. 10. Gérants.

10.1 - Nomination et révocation

La Société est régie et gérée, à la volonté de l'assemblée générale des associés:

a) Par un gérant unique, ou

b) Par un Conseil de Gérance composé d'au moins 3 (trois) mais pas plus de 8 (huit) membres.

L'associé unique ou l'assemblée des associés déterminera leur nombre ainsi que la durée de leur mandat qui sera de 3 (trois) ans. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés de la Société. Ils resteront en fonction jusqu'à l'élection de leur successeurs. Ils sont rééligibles, mais sont révocables ad nutum, avec ou sans justification, par une résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Le mandat de gérant n'est pas rémunéré. Toutefois, toutes dépenses raisonnables survenues lors de la participation à des réunions, ou dans l'exercice de son mandat lui seront remboursées.

10.2 Pouvoirs

Tous les pouvoirs non-expressément réservés par la Loi sur les Sociétés ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du Conseil de Gérance.

10.3 - Président, vice-président, secrétaire

Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président (le «Président») et un vice-président, s'il le juge approprié. En l'absence du Président, les réunions seront présidées par le vice-président, et en leurs absences, par tout membre du Conseil de Gérance élu par les membres.

De plus, le Conseil de Gérance désignera librement une personne qui sera secrétaire du Conseil de Gérance, et s'il le juge approprié, un vice-secrétaire, aucun d'entre eux ne devant nécessairement être un membre du Conseil de Gérance.

Le secrétaire, et le vice-secrétaire, si nécessaire, participera aux assemblées générales des associés et aux réunions du Conseil de Gérance, avec voix consultative mais sans droit de vote, à moins qu'ils aient le droit de vote parce qu'ils sont membres du Conseil de Gérance.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par un gérant et le Président, et le cas échéant par le secrétaire ou par un notaire et seront déposés dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le Président, le secrétaire ou par tout gérant.

10.4 – Procédures

Le Conseil de Gérance doit décider de la fréquence des réunions du Conseil de Gérance.

Dans tous les cas, le Conseil de Gérance se rencontrera trimestriellement, sans préjudice à la tenue de réunions additionnelles.

Le Président peut convoquer 2 (deux) réunions du Conseil de Gérance par année en tout, en plus des réunions trimestrielles. De plus, 2 (deux) gérants seront raisonnablement autorisés à demander au Président la convocation de 2 (deux) réunions du Conseil de Gérance par année afin de discuter de toutes questions spécifiques qui est matériellement importantes à la Société et à ses activités. Si le Président ne convoque pas ces réunions dans les 15 (quinze) Jours Ouvrables à partir de la date de la demande par les 2 (deux) gérants, et à ce qu'elles soient tenues dans tous les cas dans les 30 (trente) Jours Ouvrables (tels que défini à l'article 6) à partir de la date de la demande, 2 (deux) gérants seront autorisés à convoquer une réunion du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance se rencontrera sur convocation écrite du Président envoyée par courrier ou fax au minimum 14 (quatorze) jours calendaires à l'avance, incluant l'ordre du jour et la date présumée pour la tenue de la réunion. La

convocation pour la réunion doit être faite par écrit et adressée personnellement à chaque membre du Conseil de Gérance. Une copie de cette citation doit également être envoyée par e-mail à chacun des gérants, à l'adresse indiquée, de temps à autres, par les gérants. Une réunion du Conseil de Gérance peut être tenue sans convocation préalable lorsque tous les gérants sont présents et décident de tenir cette réunion.

Chacun des gérants peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par téléphone, ou conférence vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant puissent s'entendre les uns les autres et puissent effectivement communiquer entre eux. Toute participation à une réunion tenue par conférence téléphonique initiée et présidée par un gérant localisé au Luxembourg sera réputée équivalente à une participation en personne à une telle réunion qui sera ainsi réputée avoir été tenue à Luxembourg.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de Gérance. Une réunion du Conseil de Gérance sera ajournée aux mêmes lieu et heure 10 (dix) Jours Ouvrables plus tard, si le quorum n'était pas atteint dès la première réunion du Conseil de Gérance. Lors de la seconde réunion, le quorum est de 3 (trois) gérants et les décisions ne seront valablement prises que par le vote favorable de la majorité des gérants présents ou représentés, excepté pour les réunions ayant pour objet les matières suivantes, qui requièrent toujours la participation et le vote favorable d'au moins 5 (cinq) gérants (ou dans le cas il n'y a pas 5 (cinq) gérants en fonctions, par tous les gérants en fonctions):

- a) Approbation du budget annuel (incluant une dépense budgétaire en capital) et tout écart matériel y relatif;
- b) Approbation du plan de développement et de toute modification importante, y relative;
- c) Tout investissement ou dépense hors du plan de développement et du budget annuel d'un montant de plus de 5 % de ce montant, dans sa valeur globale ou de toute valeur individuelle, tel qu'exposée dans le plan de développement ou dans le budget annuel;
- d) Tout changement important dans les affaires de la Société;
- e) La soumission à l'assemblée générale des associés d'une proposition de déclaration de dividendes, réserves ou n'importe quel autre type de distribution portant sur les Parts Sociales, excluant toute proposition de déclaration ou distribution faite conformément à une politique de dividendes précédemment approuvée;
- f) Tout changement dans la politique de dividende;
- g) L'approbation d'investissements, dans une ou plusieurs séries de transactions liées, soit par l'acquisition d'actifs ou de titres dans d'autres sociétés ou affaire ayant une valeur totale supérieure à EUR 500.000,-;
- h) Une vente, location ou transfert dans une ou plusieurs séries de transactions liées, d'actifs ayant une valeur totale supérieure à EUR 500.000,-;
- i) La création, le refinancement ou la garantie de tout endettement supérieur à EUR 500.000,-excepté pour les prêts d'emprunt d'urgences;
- j) Le règlement des revendications d'un montant supérieur à EUR 500.000,-;
- k) Le début de tout litige, soit judiciaire ou extrajudiciaire, dont le montant réclamé excède EUR 500.000,-;
- l) La conclusion, d'un amendement lorsque celui-ci implique plus de 20 % de son montant initial, la résiliation de tous contrats d'une valeur totale qui excède EUR 500.000.-, excepté pour les prêts d'emprunt d'urgences;
- m) Tout contrat avec un fournisseur, client ou associé qui impose des restrictions matérielles ou des limitations de la Société, ou ses affaires tel que, mais non limité à, des dispositions d'exclusivité et des dispositions de non-concurrence;
- n) Tout contrat avec une banque d'investissement, un courtier d'affaires, ou autre intermédiaire, sollicitant un financement de la part de la Société;
- o) (a) la conclusion, résiliation, ou amendement important ou modification importante ou renonciation, amendements, modifications, lorsqu'ils impliquent des changements de plus de 10 % des montants initiaux, (b) la décision d'étendre le délai (lorsqu'il augmente le délai de plus de 10 % de son délai initial) ou (c) l'exercice du pouvoir discrétionnaire à l'égard d'une question importante relative à la gestion de tout hôtel, de tout contrat de franchise, location, ou contrat similaire, la conclusion, l'amendement, la suspension ou la résiliation de tout contrat non conclu dans les conditions normales incluant, afin d'éviter tout doute et sans limitation, tout contrat avec la Société et toute société ou personne liée aux actionnaires;
- p) La démission des cadres de la Société et la modification de leur contrat d'emploi, ou des contrats ci-dessus, et l'embauche ou le licenciement de tout cadre, qui peuvent se substituer à l'un deux;
- q) Réaliser des changements dans les pratiques et politiques comptables de la Société, excepté lorsque ce changement est recommandé par ses auditeurs en conséquence d'un changement généralement accepté dans la pratique comptable ou les politiques applicables aux société poursuivant des affaires d'une nature similaire, ou en conséquence d'un changement de la loi;
- r) La proposition de modification de la marque de la Société;
- s) Le changement de la marque utilisée pour la conduite des affaires ou l'adoption de nouvelles marques, co-marques afin de l'utiliser dans des aspects importants de ses affaires;
- t) La revue annuelle de la rémunération du chef de la direction;

u) Autres activités opérationnelles/de gestion en relation avec les marques utilisées par la Société (incluant sans limitation toute décision relative à la recherche d'un quelconque enregistrement, quelqu'en soit le lieu) ou qui implique une marque ou une marque sous licence à la Société par un actionnaire ou ses affiliés ou toutes autres personnes liées (et pourvu que toute action qui implique l'adoption, la protection, la mise en application de la marque «Mariott» ou toute autre marque contenant «Mariott» sera sujet au consentement préalable du concédant de licence de cette marque);

v) Tout changement ou modification des standards de la marque de la Société;

w) La structure des pouvoirs autorisés accordés à la gestion de la Société.

Chaque gérant peut se faire représenter au Conseil de Gérance par un autre gérant par procuration écrite. Un gérant peut également nommer un autre gérant pour le représenter par téléphone, cette délégation sera confirmée ultérieurement.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance. De telles signatures peuvent apparaître sur des documents séparés ou sur des copies multiples qui peuvent être produites par lettres, téléfax ou télex. Une réunion du Conseil de Gérance tenue par résolutions prises de manière circulaire sera réputée avoir été tenue à Luxembourg.

10.5 - Responsabilité des gérant(s)

Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) en raison de sa/leur(s) fonction(s), aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Les gérants ne peuvent effectuer, par eux-mêmes ou par d'autres personnes, des affaires ou activités qui sont identiques à celles que constitue l'objet social de la Société, à moins qu'ils soient autorisés à la faire par une résolution de l'assemblée générale des associés.

Chapitre II - Représentation

Art. 11. Représentation et Signature autorisée. Le gérant unique ou le Conseil de Gérance dans son ensemble, aura tous les pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social sous réserve du respect des termes de l'article 11. Dans le cas d'un Conseil de Gérance, les gérants n'auront pas le pouvoir d'agir individuellement à moins qu'ils aient été expressément autorisés à le faire par le Conseil de Gérance.

La Société est engagée par la signature individuelle de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de tous les gérants. Le gérant unique ou le Conseil de Gérance pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Le Gérant unique ou le Conseil de Gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (si tel est le cas), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat.

Chapitre III - Supervision

Art. 12. Audit. Si le nombre des associés est supérieur à 25 (vingt-cinq), les opérations de la Société sont contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi sur les Sociétés, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et former le conseil de commissaires aux comptes.

Titre V - Exercice social, Comptes annuels et Distributions de profit

Art. 13. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 14. Comptes annuels. Chaque année, le gérant unique ou le Conseil de Gérance dresse un inventaire indiquant toutes les valeurs des actifs et des passifs de la Société, ainsi que le bilan, le compte de pertes et profits, lesquels apporteront les renseignements relatifs aux charges résultant des amortissements nécessaires.

Chaque associé peut personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire susmentionné, le bilan, le compte de pertes et profits et le cas échéant le rapport du ou des commissaires constitué conformément à l'article 200 de la Loi sur les Sociétés.

Art. 15. Distribution des profits.

15.1 Principe général

Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Un montant de cinq pour cent (5%) des bénéfices nets doit être alloué à une réserve statutaire, jusqu'à, et aussi longtemps que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

15.2 -Dividendes intérimaires

Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où elles sont strictement conformes aux règles fixées par le présent article 15.2. ainsi qu'à toute règle supplémentaire déterminée par le gérant ou en cas de pluralité de gérants par le Conseil de Gérance:

- Le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, a la compétence exclusive de déclarer des dividendes intérimaires et d'en autoriser la distribution, qu'il juge opportune, conformément à l'intérêt social de la Société, sous le respect des dispositions de l'article 9.

- A cet effet, le gérant ou en cas de pluralité de gérants le Conseil de Gérance a compétence exclusive pour décider du montant des sommes distribuables et de l'opportunité d'une distribution, sur la base de la documentation et des principes contenus dans les présents Statuts et de tout accord que le / les associé(s) pourraient conclure entre eux.

- En outre, la décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants du Conseil de Gérance doit s'appuyer sur les comptes intérimaires de la Société datant de moins de 2 (deux) mois au moment de cette décision du gérant ou en cas de pluralité de gérants du Conseil de Gérance et faisant apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne devra pas excéder les profits à reporter et les réserves distribuables, mais diminué des pertes reportables ainsi que des montants à allouer à une réserve à constituer par la Loi sur les Sociétés ou par les Statuts.

- Les comptes annuels de l'exercice social précédent ont été approuvés par les associés.

- Enfin, le montant des dividendes intérimaires doit être limité au montant du profit distribuable tel qu'il apparaît sur les comptes intérimaires de la Société. Le gérant ou en cas de pluralité de gérants le Conseil de Gérance peut donner mandat à un auditeur indépendant d'auditer ces comptes intérimaires afin de confirmer le montant des sommes distribuables.

- Dans tous les cas, la distribution des dividendes intérimaires reste soumise aux stipulations de l'article 201 de la Loi sur les Sociétés, lequel prévoit la possibilité d'une action en répétition contre le / les associé(s) des dividendes distribués à lui/eux et ne correspondant pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Une telle action se prescrit par 5 (cinq) ans à partir du jour de la distribution.

Titre VI - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associé(s) dans les conditions exigées pour la modification des Statuts. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Titre VII - Divers

Art. 17. Référence à la loi sur les sociétés. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, le ou les associé(s) s'en réfèrent aux dispositions de la Loi sur les Sociétés.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice social débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2011.

Souscription

Les statuts ainsi établis, la partie qui a comparu déclare souscrire le capital comme suit:

| Souscripteur | Nombre de Parts Sociales | Montant souscrit (en EUR) | % de capital social | Capital libéré |
|-------------------------|--------------------------|---------------------------|---------------------|----------------|
| A.C. Hoteles, S.A. | 14.000 | 14.000 | 100% | 100% |
| TOTAL | 14.000 | 14.000 | 100% | 100% |

Toutes les Parts Sociales ont été intégralement libérées à hauteur de cent pourcent (100 %) par des versements en numéraire de sorte que le montant de quatorze mille Euros (Euros 14.000,-) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ EUR 1500.

Résolution de l'associé unique

L'associé unique agissant à la place de l'assemblée générale des associés a adopté immédiatement les résolutions suivantes:

1. L'associé unique décide de fixer à 1 (un) le nombre de gérants et décide par ailleurs de nommer la personne suivante comme gérant unique pour une période indéterminée:

- Monsieur Antonio Catalán Díaz, né le 25 juin 1948 à Pampelune, économiste, de nationalité espagnole, ayant son adresse professionnelle au Paseo del Club Deportivo n° 1, Pozuelo de Alar on, 28223 Madrid, Espagne, carte d'identité n°(DNI) 72637063 – G;

2. Le siège social de la Société est établi au 102, Rue des Maraichers, L2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que le comparant a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: H. Précigoux et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 18 février 2011. LAC/2011/8400. Reçu soixante-quinze euros (75.-€)

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026110/901.

(110032123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

Igloo Immobilier s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8392 Nospelt, 17, rue de Simmerschmelz.

R.C.S. Luxembourg B 142.358.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011044159/9.

(110049473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Impri+, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.394,68.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 61.844.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IMPRI+, S.à r.l.

Signature

Gérant Unique

Référence de publication: 2011044160/13.

(110049439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Kane Meijin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 150.780.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011044161/10.

(110049734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

King's Cross Asset Funding 42, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 125.633.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

State Street Services (Luxembourg) S.A.

Andreas Demmel

Agissant en qualité d'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011044163/12.

(110049499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Atom Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 147.283.

In the year two thousand eleven,

On the fifteenth day of March,

Before Us Maître Emile SCHLESSER, notary residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of "ATOM LUX INVEST S.A.", a Luxembourg public limited liability company, having its registered office in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, incorporated by deed of notary Henri HELLINCKX, residing in Luxembourg, on 30 June 2009, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 1584 of 17 August 2009, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg-City under section B and number 147,283.

The General Meeting is presided over by Mr. Pierre FELIGIONI, company director, residing in F-75116 Paris, 74, rue de la Tour.

The chairman appoints as scrutineer and secretary Mr. Grégory GUISSARD, private employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I.- The agenda of the meeting is as follows:

Agenda:

1. To adopt an English version of the articles of association.
2. To increase the corporate capital by an amount of one million nine hundred thousand Euro (EUR 1,900,000.00) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.00) to one million nine hundred thirty-one thousand Euro (EUR 1,931,000.00).
3. To issue nineteen thousand (19,000) new shares, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.00) each, to be fully paid up, having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to the dividends as from the day of the extraordinary general meeting of shareholders resolving on the proposed capital increase.
4. To accept the subscription of the nineteen thousand (19,000) new shares, by way of a contribution in kind. Payment of a compensation (soulte) for an amount of one hundred fifty-seven thousand two hundred ninety-one Euro and seventy-four cents (EUR 157,291.74).
5. To amend article 5 of the articles of association, in order to reflect the above resolutions.
6. Miscellaneous.

II.- It appears from an attendance list that the total corporate capital is duly represented at this meeting which is consequently regularly constituted and may deliberate and validly decide upon the items on its agenda, without prior notice, all the shareholders represented at the meeting having agreed to meet after examination of the agenda.

III.- The attendance list, signed by the shareholders all represented at the meeting and by the members of the bureau, shall remain attached to the present deed together with the proxies and shall be filed at the same time with the registration authorities.

After the foregoing has been approved, the General Meeting takes the following resolutions:

First resolution:

The General Meeting resolves to adopt an English version of the articles of association. In case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

Therefore, the English version shall be read as follows:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "ATOM LUX INVEST S.A.".

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

4.2 The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

4.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

4.4 The Company may further grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

4.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.00) consisting of three hundred and ten (310) ordinary shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.00) each.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Wednesday of the month of April, at 2 pm. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the

meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers.

12.1 The Board is authorised to appoint a person in charge of the daily management, shareholder or not, director or not, who shall have the broadest powers to act on behalf of the Company for any purposes relating the daily management.

12.2 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 18. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law."

Second resolution:

The General Meeting resolves to increase the corporate capital by an amount of one million nine hundred thousand Euro (EUR 1,900,000.00) so as to raise it from its present amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.00) to one million nine hundred thirty-one thousand Euro (EUR 1,931,000.00).

Third resolution:

The General Meeting resolves to issue nineteen thousand (19,000) new shares, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.00) each, to be fully paid up, having the same rights and privileges as the existing shares and entitling to the dividends as from the day of the current General Meeting.

Fourth resolution:

Subscription and Payment

Thereupon Mr. Pierre FELIGIONI, prenamed, declares to subscribe to the nineteen thousand (19,000) new shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.00) each.

All the shares have been fully paid up by way of a contribution in kind consisting of nineteen thousand seven hundred thirty-eight (19,738) shares of "QUANTHOUSE S.A.S.", a French company limited by shares, having its registered offices in F-75009 Paris, 13-15, rue Taitbout, registered with the Trade and Companies' Register of Paris under number 449 703 248, with a share capital of six hundred and four thousand nine hundred forty-seven Euro (EUR 604,947.00). The contribution is valued at two million fifty-seven thousand two hundred ninety-one Euro and seventy-four cents (EUR 2,057,291.74), which amount shall be allocated to the capital increase for an amount of one million nine hundred thousand Euro (EUR 1,900,000.00) and the remaining amount shall be paid by way of a compensation (soulte) for an amount of one hundred fifty-seven thousand two hundred ninety-one Euro and seventy-four cents (EUR 157,291.74).

The contribution, relating to the capital increase, has been described in a special report provided by Mr. Jean-Bernard ZEIMET, independent auditor, residing professionally in Luxembourg, dated 14 March 2011, who concludes as follows:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least to the nominal value of the 19,000 new shares of 100 EURO each of ATOM LUX INVEST S.A. to be issued, being of a total value of 1,900,000.00 EURO together with a compensation payment of 157,291.74 EURO."

The Valuation Report, after having been signed "ne varietur" by the appearing persons and the undersigned notary will remain attached to the present deed to be filed together with the registration authorities.

In remuneration of this contribution, all the shares subscribed have been fully paid up and a compensation (soulte) amounting to one hundred fifty-seven thousand two hundred ninety-one Euro and seventy-four cents (EUR 157,291.74) has been declared to Mr. Pierre FELIGIONI, prenamed.

Fifth resolution:

As a result of the above resolutions, the General Meeting resolves to amend Article 5 of the articles of association of the Company, which shall have the following wording:

“ Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at one million nine hundred thirty-one thousand Euro (EUR 1,931,000.00) consisting of nineteen thousand three hundred and ten (19,310) ordinary shares with a nominal value of one hundred euro (EUR 100.00) each.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.”

Declaration:

The representative of the shareholder(s) declares, in application of the Act of 12 November 2004, as subsequently amended, that his/her principals are the actual beneficiaries of the company that is the object of the present document, and certifies that the company does not and shall not take part in activities constituting an offence under Article 506-1 of the Criminal Code or Article 8-1 of the amended Act of 19 February 1973 on the sale of medicinal substances and combating drug addiction (money laundering) or acts of terrorism as defined in Article 135-1 of the Criminal Code (financing of terrorism).

Expenses:

The expenses to be borne by the Company as a result of the foregoing are estimated at four thousand eight hundred Euro (EUR 4,800.00).

There being no further business on the agenda, the meeting is terminated.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us, the notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze,

Le quinze mars,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "ATOM LUX INVEST S.A.", une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, constituée suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, de résidence à Luxembourg, en date du 30 juin 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 1584 du 17 août 2009, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 147.283.

L'Assemblée Générale est présidée par Pierre FELIGIONI, administrateur de sociétés, demeurant à F-75116 Paris, 74, rue de la Tour.

Le président désigne comme scrutateur et secrétaire Monsieur Grégory GUISSARD, employé privé, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Le président déclare et requiert le notaire instrumentaire d'acter que:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Adoption d'une version anglaise des statuts.
2. Augmentation du capital social d'un montant d'un million neuf cent mille euros (EUR 1.900.000,00), de manière à porter le capital social de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00) à un montant d'un million neuf cent trente-et-un mille euros (EUR 1.931.000,00).
3. Emission de dix-neuf mille (19.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune, entièrement libérées, ces nouvelles actions ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit à dividende à partir de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décidant de l'augmentation de capital proposée.
4. Souscription et libération des dix-neuf mille (19.000) nouvelles actions par un apport en nature. Paiement d'une soulte de cent cinquante-sept mille deux cent quatre-vingt-onze euros et soixante-quatorze cents (EUR 157.291,74).
5. Modification de l'article 5 des statuts, de manière à refléter les résolutions précédentes.

6. Divers.

II.- Il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, sans convocations préalables, tous les actionnaires représentés ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

III.- Ladite liste de présence portant les signatures des actionnaires tous représentés et des membres du bureau restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Après approbation de ce qui précède, l'Assemblée Générale a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée Générale décide d'adopter une version anglaise des statuts. En cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

En conséquence, la version anglaise aura la teneur suivante:

" Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, in particular by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the Law), and by the present articles of incorporation (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "ATOM LUX INVEST S.A."

1.3 The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

2.2 It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendments of the Articles.

Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

4.2 The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

4.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

4.4 The Company may further grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

4.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.00) consisting of three hundred and ten (310) ordinary shares with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.00) each.

5.2 In addition to the share capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its Shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

5.3 The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

Art. 7. Meetings of the shareholders of the company.

7.1 In the case of a Sole Shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

7.2 In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

7.3 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the second Wednesday of the month of April, at 2 pm. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

7.4 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

7.5 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

7.6 Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 8. Notice, Quorum, Powers of attorney and Convening notices.

8.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

8.2 Each share is entitled to one vote.

8.3 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

8.4 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax or e-mail to which an electronic signature, which is valid under Luxembourg law, is affixed.

8.5 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management.

9.1 The Company shall be managed by a sole Director in case of a sole Shareholder, or by a Board of Directors composed of at least three (3) members in case of plurality of Shareholders, their number being determined by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the General Meeting. Director(s) need not to be shareholder(s) of the Company. In case of plurality of directors the General Meeting may decide to create two categories of directors (A Directors and B Directors).

9.2 The Director(s) shall be elected by the Sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders by the General Meeting, for a period not exceeding six (6) years and until their successors are elected, provided, however, that any director may be removed at any time by a resolution taken by the general meeting of shareholders. The director(s) shall be eligible for reappointment.

9.3 In the event of vacancy in the office of a director because of death, resignation or otherwise, the remaining directors elected by the General Meeting may meet and elect a director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

Art. 10. Meetings of the board.

10.1 In case of plurality of directors, the Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose among its members one or more vice-chairmen. The Board of Directors may also choose a secretary, who need not be a director and who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the Board of Directors as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the Board of Directors.

10.2 The Board of Directors shall meet upon call by, at least, the chairman or any two directors or by any person delegated to this effect by the directors, at the place indicated in the notice of meeting, the person(s) convening the meeting setting the agenda. Notice in writing or by telegram or telefax or e-mail of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight calendar days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency where twenty-four hours prior notice shall suffice which shall duly set out the reason of urgency. This notice may be waived, either prospectively or retrospectively, by the consent in writing or by telegram or telefax or e-mail of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places described in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

10.3 Any director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by telegram, telefax, or e-mail another director as his proxy. A director may not represent more than one of his colleagues.

10.4 The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least a majority of directors is present or represented at a meeting of the Board of Directors. If a quorum is not obtained within half an hour of the time set for the meeting the directors present may adjourn the meeting to a later time and venue. Notices of the adjourned meeting shall be given by the secretary to the board, if any, failing whom by any director.

10.5 Decisions shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the Board of Directors shall not have a casting vote. In case of a tie, the proposed decision is considered as rejected.

10.6 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video-conference or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

10.7 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed by unanimous consent in writing which may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director. The date of such a resolution shall be the date of the last signature.

10.8 This article does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 12. Delegation of powers.

12.1 The Board is authorised to appoint a person in charge of the daily management, shareholder or not, director or not, who shall have the broadest powers to act on behalf of the Company for any purposes relating the daily management.

12.2 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 13. Binding signatures.

13.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters only by (i) the joint signatures of any two members of the Board or the Sole Director, or (ii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

13.2 In case of directors of category A and category B, the Company will be bound by the joint signature of any A Director together with any B Director.

Art. 14. Conflict of interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

14.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such

other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.3 In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting. The two preceding paragraphs do not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company of which are entered into on arm's length terms.

Art. 15. Statutory auditor(s).

15.1 The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditor(s) (commissaire(s)), or, where requested by the Law, an independent external auditor (réviseur d'entreprises). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

15.2 The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year.

Art. 17. Allocation of profits.

17.1 From the annual net profits of the Company, 5% (five per cent) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to 10% (ten per cent) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 above.

17.2 The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

17.3 The dividends may be paid in euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 18. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Law.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law."

Deuxième résolution:

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million neuf cent mille euros (EUR 1.900.000,00) de manière à porter le capital social de son montant actuel de trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00) à un montant d'un million neuf cent trente-et-un mille euros (EUR 1.931.000,00).

Troisième résolution:

L'Assemblée Générale décide d'émettre dix-neuf mille (19.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune, qui seront entièrement libérées, ces nouvelles actions ayant les mêmes droits et privilèges que les actions existantes et donnant droit à dividende à partir de la présente Assemblée.

Quatrième résolution:

Souscription et Paiement

Ensuite Monsieur Pierre FELIGIONI, prénommé, déclare souscrire les dix-neuf mille (19.000) nouvelles actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune.

Toutes les actions ont intégralement libérées par un apport en nature consistant en dix-neuf mille sept cent trente-huit (19.738) actions de "QUANTHOUSE S.A.S.", une société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social à F-75009 Paris (France), 13-15, rue Taitbout, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 449 703 248, ayant un capital social de six cent quatre mille neuf cent quarante-sept euros (EUR 604.947,00). Cet apport est évalué à deux millions cinquante-sept mille deux cent quatre-vingt-onze euros et soixante-quatorze cents (2.057.291,74), lequel montant sera affecté d'une part à l'augmentation de capital pour un montant d'un million neuf cent mille euros (EUR 1.900.000,00), le solde faisant l'objet d'un versement d'une soulte de cent cinquante-sept mille deux cent quatre-vingt-onze euros et soixante-quatorze cents (EUR 157.291,74).

L'apport, concernant l'augmentation de capital, a fait l'objet d'un rapport de réviseur délivré par Monsieur Jean-Bernard ZEIMET, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg, en date du 14 mars 2011, et qui conclut comme suit:

"Based on the work performed and described above, nothing has come to our attention that causes us to believe that the value of the contribution in kind does not correspond at least to the nominal value of the 19,000 new shares of 100 EURO each of ATOM LUX INVEST S.A. to be issued, being of a total value of 1,900,000.00 EURO together with a compensation payment of 157,291.74 EURO."

Ledit rapport restera, après avoir été signé "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentaire, annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

En contrepartie de cet apport, toutes les actions souscrites ont été immédiatement et intégralement libérées et une soule de cent cinquante-sept mille deux cent quatre-vingt-onze euros et soixante-quatorze cents (EUR 157.291,74) a été déclarée en faveur de Monsieur Pierre FELIGIONI, prénommé.

Cinquième résolution:

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Assemblée Générale décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société, de la manière qui suit:

" Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à un million neuf cent trente-et-un mille euros (EUR 1.931.000,00) représenté par dix-neuf mille trois cent dix (19.310) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune.

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une action en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des actions des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

5.3 Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des Statuts."

Déclaration:

Le représentant des actionnaires déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, que ses mandants sont les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifie que la société ne se livre pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais:

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de quatre mille huit cents euros (EUR 4.800,00).

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, le président lève la séance.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentaire qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Feligioni, G. Guissard, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 mars 2011. Relation: LAC / 2011 / 12774. Reçu soixante-quinze euros 75,00€

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme

Luxembourg, le 24 mars 2011.

Référence de publication: 2011041858/588.

(110047633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

L1 SL (Lux) 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 136.681.

Fiduciaire GLACIS S.à r.l. dénonce avec effet immédiat le siège social de la société L1 SL (LUX) 1 S.à r.l., 3, rue Nicolas Adames, L-1114 LUXEMBOURG, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le no. B 136681.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXEMBOURG, le 29 mars 2011.

Fiduciaire GLACIS S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2011046134/12.

(110050280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

NH Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2631 Luxembourg, 1, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 75.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011044182/10.

(110049602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

**Danske Invest Management Company, Société Anonyme,
(anc. Danske Fund Management Company S.A.).**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 28.945.

Le bilan au 31 Décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DANSKE INVEST MANAGEMENT COMPANY

Société anonyme

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011045081/14.

(110050201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.

PAO Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 57.464.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 Mars 2011.

Pour PAO MANAGEMENT COMPANY S.A.

Société Anonyme

RBC Dexia Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2011044185/15.

(110049510) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

MXM-IPC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.632.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.
Stijn Curfs
Mandataire

Référence de publication: 2011044181/13.

(110049731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Pamina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 81.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011044184/10.

(110049452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Pharos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1227 Luxembourg, 3, rue Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 104.932.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011044186/10.

(110049737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Rembrandt I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.583.250,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.971.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Pour extrait conforme

Rembrandt I S.à r.l.

Mlle Axelle De Donker

Référence de publication: 2011044187/14.

(110049484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Moselle Parc S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 148.841.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Frits Kuiper

Gérant

Référence de publication: 2011044180/11.

(110049615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

M.E. Consult S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9278 Diekirch, 9, rue Sauerwiss.

R.C.S. Luxembourg B 158.891.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le trois février.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck.

A comparu:

La société anonyme METEC FINANCE S.A. ayant son siège social à L-9278 Diekirch, 9, rue Sauerwiss, (matr: 2006 22 03 898) inscrite au RCS de Luxembourg sous le numéro B 114.585,

représentée par son administrateur unique, Monsieur Oliver JACOB, né à Ettelbruck le 1^{er} octobre 1976, demeurant à L-7420 Cruchten, 14, rue principale,

pouvant engager cette société par sa seule signature.

Laquelle comparante a arrêté comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle a décidé de constituer:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de «M.E. CONSULT S.à r.l.».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Diekirch; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet le conseil en énergie sous toutes ses facettes ainsi que toutes sortes d'expertises y relatives.

La société peut effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, financières ou civiles, mobilières ou immobilières, qui se rattachent directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui sont de nature à en faciliter la réalisation.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée. Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six (6) mois à donner par lettre recommandée à son ou ses co-associés.

Le ou les associés restants auront un droit de préférence pour le rachat des parts de l'associé sortant.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination en valeur des parts à céder. En cas de désaccord sur la valeur des parts à céder, celle-ci sera déterminée par un expert à désigner par le président du Tribunal d'Arrondissement compétent.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12 500,00 €) divisé en CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ (125,00 €) euros chacune entièrement souscrite et libérée par le comparant prénommé.

Ces parts ont été libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions.

Le ou les gérants peuvent conférer à toutes personnes des pouvoirs spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Art. 8. Aucun des associés ne pourra céder ses droits à un tiers sans le consentement de ses co-associés, représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Entre associés, les parts sociales sont librement cessibles.

Art. 9. Chaque année, au trente et un décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde reste à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou la faillite de l'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société; les héritiers, légataires ou ayants-cause de l'associé décédé ou failli n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes, les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Les frais mis à charge de la société à raison de sa constitution sont évalués à la somme de huit cent cinquante euros (850,00 €)

Assemblée générale extraordinaire

Et de suite, le comparant sus-nommé, représentant l'intégralité du capital social de la société, s'est réuni en assemblée générale extraordinaire et a pris sur ordre, du jour conforme, les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est fixé à L-9278 Diekirch, 9, rue Sauerwiss.
 2. Est nommé gérant de la société, Monsieur Oliver JACOB, préqualifié.
 3. La société sera engagée par la seule signature du gérant.
 4. Le mandat ci-dessus conféré reste valable jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale des associés.
- Rien d'autre n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. JACOB, P. PROBST.

Enregistré à Diekirch, le 9 février 2011. DIE/2011/1403. Reçu soixante-quinze euros EUR 75.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Ettelbruck, le 11 février 2011.

Pierre PROBST

Le notaire

Référence de publication: 2011025799/75.

(110029118) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 février 2011.

Rembrandt III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.231.550,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.973.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Pour extrait conforme

Rembrandt III S.à r.l.

Mlle Axelle De Donker

Référence de publication: 2011044189/14.

(110049480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.

Rembrandt V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.020.400,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 88.975.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mars 2011.

Pour extrait conforme

Rembrandt V S.à r.l.

Mlle Axelle De Donker

Référence de publication: 2011044190/14.

(110049456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mars 2011.
